

Assemblée Générale 2019

Jeudi 25 juin 2020



**leplanning
familial67**

Ordre du jour :

Note concernant le coronavirus COVID-19 et le confinement

Approbation du procès verbal 2019

Rapport moral.....p.1

Rapport d'activité.....p.7

I. LES ACTIVITES DU CENTRE DE PLANIFICATION ET D'EDUCATION FAMILIALE.....p.8

II. LES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT D'INFORMATION, DE CONSULTATION ET DE CONSEIL FAMILIAL (EICCF/EVARS) DE STRASBOURG ET BISCHEIM.....p.9

1. Les permanences téléphoniques.....p.10

- La permanence téléphonique régionale d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG.....p.10

- Le numéro vert : « Sexualités, Contraception, IVG ».....p.12

2. Les permanences d'information et de conseil (EICCF/EVARS).....p.17

3. Les animations.....p.19

- Publics touchés par les animations.....p.21

- Animations hors Communauté Urbaine de Strasbourg.....p.22

- Animations en milieu festif.....p.22

4. Programme : « *Handicap et Alors ?* ».....p.24

5. Programme : Genre et Santé Sexuelle (GSS).....p.28

6. Réseau mariages forcés.....p.32

III. LES AUTRES ACTIONS DE NOTRE ASSOCIATION DEPARTEMENTALE.....	p.33
1. Accueil et formations des bénévoles.....	p.33
2. Le groupe Com'Action.....	p.33
3. Le Planning Familial 67, lieu d'accueil pour les stagiaires.....	p.35
4. Atelier auto-gynéco.....	p.35
5. Le congrès à Niort.....	p.36
6. Le Planning Familial à l'International.....	p.37
7. Bibliothèque - Centre de documentation.....	p.39
8. La présence du Planning Familial 67 sur internet.....	p.40
IV. REUNIONS, FORMATIONS & COLLOQUE.....	p.43
1. Nos réunions et regroupements au niveau local, régional et national.....	p.43
2. Notre participation aux formations organisées par la Confédération Nationale.....	p.43
3. Se former en continu : notre participation à des formations & colloques.....	p.44
4. Former les autres : formations organisées par le Planning Familial 67.....	p.45
5. Participation avec d'autres structures à une réflexion suivie ou un travail régulier.....	p.46
V. NOS FINANCEURS, PARTENAIRES ET CONTACTS.....	p.47
1. Nos financeurs.....	p.47
2. Nos partenaires et contacts.....	p.47
Rapport financier.....	p.51

Election des membres du Conseil d'Administration

Note sur un événement important postérieur à la date de clôture de l'exercice 2019

Le Planning Familial 67 face au coronavirus COVID-19 et au confinement

-

La situation à début mai 2020

Fonctionnement général dans le cadre du confinement

Le Planning Familial 67 a fermé ses locaux de Strasbourg et de Bischheim dès le début du confinement mis en place le 17 mars 2020, afin de garantir la sécurité sanitaire de ses salariées et de ses bénévoles, tout comme celle de son public. Dans ce contexte inédit, l'équipe salariée a réorganisé ses activités et son fonctionnement, en concertation avec le Bureau, dans le but d'assurer une continuité de service auprès du public.

Toutes les salariées sont en télétravail depuis le début du confinement et ce, jusqu'à nouvel ordre, à l'exception de deux d'entre elles, en arrêt de travail pour garde d'enfant à domicile jusqu'au 30 avril inclus. L'une a ensuite repris son activité en télétravail. L'autre salariée, qui devrait quitter l'association début juin dans le cadre d'une rupture conventionnelle et ne peut, par définition, effectuer son travail d'agente d'entretien en télétravail, exécute la fin de son CDI en congés payés, sur la base d'un commun accord entre la salariée et le Bureau. Le recours au chômage partiel ne s'est pas avéré nécessaire car la quasi-totalité de nos ressources sont issues de fonds publics (90% du budget 2019) et qu'aucune baisse de subvention n'est à ce jour à déplorer (voir plus loin le paragraphe sur les financeurs).

Organisation de l'équipe

Les salariées se sont réparti les permanences téléphoniques, qu'elles assurent depuis leur domicile. Pour des raisons techniques, seul le Numéro Vert National « Sexualités, contraception, IVG » (0 800 08 11 11) a pu être transféré à distance (pas la ligne directe du Planning Familial 67). Elles répondent aussi aux demandes du public par messagerie électronique et via la messagerie instantanée de Facebook. Les demandes concernent principalement l'IVG (notamment accompagnement et suivi d'IVG médicamenteuse à

domicile, possibles jusqu'à 9 semaines depuis le début du confinement) et le renouvellement de contraception, que les salariées peuvent assurer en envoyant directement les ordonnances aux pharmacies.

Dans ce contexte de confinement, l'équipe salariée a également souhaité élargir sa présence sur les réseaux sociaux en créant un compte Instagram (@le_planning_familial_67) et un compte Snapchat (Snapchat : planning_67), ce qui lui permet de renforcer sa présence auprès du public et notamment des jeunes, dont certain-e-s se retrouvent particulièrement isolé-e-s. Lancés le 6 avril dernier, ces comptes sont animés et alimentés par les salariées de l'association du lundi au samedi, selon un système de répartition de permanences établi entre elles.

La sage-femme de l'équipe continue également d'assurer des permanences médicales en téléconsultation. Elle est par ailleurs disponible pour les différents membres de l'équipe quand une difficulté se présente, ainsi que pour les personnes qui appellent. Les médecins salarié-e-s et bénévoles (qui ne peuvent exercer au Planning actuellement) sont également joignables et disponibles pour l'équipe en cas de difficulté.

Le groupe de travail national « Handicap et Alors ? », dont deux salariées du Planning Familial 67 font partie, s'est rendu disponible pour aider les écoutant-e-s du Numéro Vert National « Sexualités, contraception, IVG » à gérer des situations délicates concernant des personnes en situation de handicap ou leur famille.

L'équipe a par ailleurs effectué un travail continu de mise à jour des informations de l'annuaire national du Mouvement (en particulier au début du confinement) et recherché des informations sur le territoire départemental pour orienter au mieux les personnes.

Organisation de la communication interne

Les réunions d'équipe hebdomadaires du jeudi matin sont maintenues en visioconférence, permettant aux salariées de se retrouver collectivement, de faire le point sur la semaine écoulée et de s'organiser pour la suite.

Les membres du Bureau et du CA (Conseil d'Administration) communiquent très régulièrement entre eux par courrier électronique (plusieurs fois par semaine voire par jour) et organisent ponctuellement des visioconférences. Le CA s'est ainsi réuni en

visioconférence le 27 avril dernier et prévoit un nouveau rassemblement virtuel de ses membres courant mai.

De la même façon, la communication entre le Bureau et le CA, le Bureau et l'équipe et le CA et l'équipe s'effectue principalement par courrier électronique et, de façon ponctuelle, par visioconférence.

Le CA étudie actuellement la possibilité d'organiser une Assemblée Départementale et l'Assemblée Générale annuelle par visioconférence d'ici la fin du premier semestre.

Position des financeurs

Afin de s'assurer du maintien des subventions, le Bureau du Planning Familial 67 a contacté les différents financeurs de l'association, soutiens indispensables de nos activités, tout particulièrement en cette période de crise sanitaire majeure. Selon les informations dont nous disposons à ce jour, nous sommes assuré-e-s du maintien des subventions attribuées par l'ensemble de nos financeurs et ce, à hauteur des sommes initialement octroyées. Les montants des subventions indiqués dans le rapport financier demeurent donc inchangés.

Perspectives liées au déconfinement

Un début de déconfinement a été annoncé pour le 11 mai prochain. Cependant les informations relatives aux modalités du déconfinement ne sont, pour l'instant, pas précises et un grand flou demeure encore autour des procédures à suivre et des mesures à appliquer.

Le CA estime unanimement que la priorité du processus de déconfinement doit être la sécurité sanitaire des salariées et du public. C'est pourquoi les locaux de l'association ne rouvriront pas tant que les conditions nécessaires ne seront pas réunies, notamment en termes de matériel (gants, masques et gel hydroalcoolique) et de formation sur les protocoles d'hygiène et de protection. Pour le moment, la date du 11 mai n'est donc pas donc envisagée comme date de réouverture physique du Planning Familial 67.

Le CA estime qu'il ne peut pas prendre de décision éclairée et définitive à l'heure actuelle sur le déconfinement. Il poursuit sa réflexion sur les modalités de réouverture envisageables

et compatibles avec la sécurité sanitaire des salariées et du public. Une certitude fait toutefois l'unanimité au sein du CA : la réouverture sera pensée en termes de modalités pratiques (matériel, formation...) et d'étapes progressives (d'abord la reprise des permanences téléphoniques dans les locaux, puis la prise de rendez-vous...) et non de dates calendaires fixes.

Conséquences de la crise sanitaire à moyen-long terme sur la vie de l'association

S'il est aujourd'hui difficile - pour ne pas dire impossible - d'évaluer la durée et l'étendue des effets du coronavirus et du confinement sur les activités et le fonctionnement du Planning Familial 67, nous pouvons d'ores et déjà supposer que la crise risque d'avoir un impact à moyen voire long terme sur ses actions (dont la plupart impliquent un contact avec du public), notamment sur ses animations scolaires et extrascolaires, qui constituent une des principales activités de l'association.



Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire 2018 du Planning Familial 67 du 23 mai 2019

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mai 2019 s'est ouverte à 19h30.

Nombre de personnes présentes : 48

Nombre de votant-e-s : 46

- Les nouveaux statuts proposés par le Conseil d'Administration pour être en conformité avec les statuts de la Confédération ont été adoptés à l'unanimité.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mai 2019 s'est clôturée à 19h40.



Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire 2018 du 23 mai 2019

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2019 s'est ouverte à 19h40.

Nombre de personnes présentes : 47

Nombre de votant-e-s : 46

- 1) Procès-verbal de l'Assemblée Générale 2018 : adopté à l'unanimité
- 2) Lecture du rapport moral par la Présidente, Nicole Greib : adopté à l'unanimité
- 3) Présentation du rapport d'activité
- 4) Lecture du rapport financier par la Trésorière Véronique Burger : adopté à l'unanimité
- 5) Catherine Hanssen, Commissaire aux Comptes, certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.
- 6) Le renouvellement du Cabinet Mazars comme Commissaire aux Comptes de l'association, sur proposition du Conseil d'Administration, est adopté à l'unanimité pour 6 exercices, soit jusqu'au 31/12/2024.



7) Election des membres du Conseil d'Administration

Le CA nouvellement composé est constitué de :

- Francesca BONSIGNORI
- Véronique BURGER
- Gérald DAMIDAUX
- Marion DUBOIS
- Jessica FECHNER
- Sophie GIRIEUD
- Lauren HOLDUP
- Célonie JUGE
- Ouarda KRUMMER
- Hélène KUNTZMANN
- Constanza MARINO
- Claire RIEFFEL
- Laurène THIL

Nombre de votant·e·s pour cette liste : 46

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2019 s'est clôturée à 22h.

Rapport moral

Il est impossible de démarrer ce rapport moral autrement qu'en abordant en premier lieu la situation sanitaire actuelle.

Depuis plusieurs mois maintenant, le pays, et même le monde entier, est secoué par l'apparition et la propagation d'un virus qui fait des ravages, portant avec lui divers sentiments et émotions. Entre inquiétude légitime et colère face aux injustices sociales qui se creusent d'autant plus, nous constatons aussi un déploiement de solidarité, de soutien, d'aide aux plus précaires.

Cette crise révèle de nombreux facteurs d'inégalités, particulièrement sociales et de genre. Bien sûr, les personnes en situation de précarité ou de vulnérabilité sont particulièrement touchées par les mesures sanitaires mises en place, notamment le confinement, et les suites de celui-ci, dont les conséquences ne sont pas encore toutes visibles.

Qu'elles soient en situation de précarité, de vulnérabilité ou érigées au rang de « héros » - au masculin, nous y reviendrons plus tard - les femmes ont été et sont encore aujourd'hui en première ligne face à cette crise sanitaire inédite. Parfois déjà dans une situation de précarité sociale, elles subissent une perte financière d'autant plus dure que leur salaire est déjà moindre. Souvent discriminées lorsqu'elles sont en charge d'une famille, elles risquent d'autant plus de perdre leur emploi. Trop souvent seules, ou presque, en charge du travail domestique, elles ont vu leurs tâches s'accroître avec la fermeture des écoles et leur charge mentale décupler. Pour celles dont l'emploi a migré à domicile, ce travail domestique a rendu leurs conditions de télétravail difficiles, voire impossibles. Principales victimes, avec les enfants, des violences intrafamiliales et des violences sexuelles, le confinement les a encore plus fragilisées et isolées. Majoritaires dans les métiers dits du « care », elles ont fait leur travail au mieux, avec le peu de moyens humains et matériels dont elles disposaient et ont pour cela été érigées du jour au lendemain en « héros ». Et non pas en héroïnes. Plus largement, alors même que les femmes sont plus nombreuses dans les métiers mis à l'honneur pendant cette crise - les professions de la santé et du soin bien sûr, mais aussi de la vente ou encore de l'entretien

et de l'hygiène des locaux - elles demeurent invisibilisées, encore. Et certainement tant d'autres situations où les femmes sont plus durement touchées en raison de leur genre.

Par ailleurs, les femmes sont contraintes de constater une remise en question de leurs droits sexuels et reproductifs et, par endroit, un véritable recul de ces derniers. C'est le cas de la loi devant statuer sur la PMA pour toutes, qui a été une fois de plus reportée. C'est aussi le cas de l'accès à l'interruption volontaire de grossesse.

Cheval de bataille du Planning Familial depuis sa création, l'IVG reste un sujet sensible dans notre société. Le confinement a provoqué un report des suivis de santé de façon générale. Il en est allé de même pour la santé sexuelle et donc également pour l'IVG. Entre impossibilité et/ou crainte de sortir de chez soi et baisse de l'activité dans les centres d'orthogénie, dont certains ont profité de la crise et des manques préexistants pour réduire encore cette activité, le Numéro Vert National tenu par Le Planning Familial constate une augmentation de 50% de ses appels les 2 premières semaines de confinement, puis de 30% par la suite, avec pour sujet principal l'IVG. L'association a, avec d'autres collectifs, demandé au gouvernement d'adapter également les conditions d'accès à l'IVG durant l'état d'urgence. Si des annonces ont été faites pour faciliter l'accès à l'IVG en cas de délai dépassé et prolonger à sept semaines l'accès à l'IVG à domicile, nous déplorons que la loi ne se soit pas adaptée à l'état d'urgence en prolongeant le délai d'intervention pour l'IVG de 12 à 14 semaines. Que ce soit l'Assemblée Nationale ou le Sénat, les deux instances se sont prononcées contre cette dernière proposition. La célèbre phrase de Simone de Beauvoir n'en résonne que plus fortement à nos oreilles : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devez rester vigilante votre vie durant ». On peut désormais ajouter la crise sanitaire à ses paroles.

Au PF 67, le confinement national a entraîné une réorganisation massive de notre activité, et continue d'avoir un impact sur celle-ci, même après la réouverture des lieux publics. Les rencontres et échanges se sont faits par téléphone ou en visioconférence, l'accueil du public dans nos locaux a été remplacé par les téléconsultations, que ce soit auprès des

conseillères ou des médecins et des sages-femmes. Nous avons également profité de ce moment pour développer notre présence sur les réseaux sociaux et ainsi maintenir le lien avec les jeunes, plus à l'aise sur ces nouveaux canaux de communication pour parler sexualité que par téléphone, et qui constituent une large majorité de notre public.

Grâce au soutien de nos financeurs, que nous remercions pour leur écoute et leur considération, et grâce à la motivation toujours plus forte de l'équipe des conseillères et des animatrices, qui ne cessent d'innover et de développer de nouvelles actions, réflexions et stratégies d'accueil de la parole, notre activité s'est maintenue lors de cette crise sanitaire et nous parvenons ainsi à rester présentes auprès des personnes qui nous sollicitent et pour lesquelles le Planning n'a de cesse de se battre.

Depuis deux ans, et devant la nécessité d'une structure interne solide et d'une organisation qui permette à notre association d'être disponible pour son public et ses partenaires, un travail de réflexion autour de la réorganisation interne a vu le jour et a pu prendre forme avec l'appui d'un Dispositif Local d'Accompagnement (DLA). L'objectif de ce travail est de nous permettre d'entamer une transition profonde de notre organisation, en restant fidèles à nos valeurs. Des premiers changements sont apparus il y a un an, particulièrement dans la composition du Conseil d'Administration. Ce dernier a vu des personnes fortement impliquées et depuis de longue date, comme Nicole, notre ancienne Présidente, passer le relais de leurs fonctions au sein du Mouvement, tout en restant militantes et disponibles. Pour une structure comme Le Planning, qui porte en son sein des valeurs telles que le travail en collectif et l'éducation populaire, les évolutions sont progressives, pour leur permettre justement d'être collectives et démocratiques. Cette année, nous avons pris le temps d'échanger et de débattre, dans le cadre de collectifs plus ou moins larges, lors de réunions ou lors de temps moins formels, pour faire avancer les réflexions et pouvoir mettre en place des propositions concrètes dans les mois à venir. Nous avons profité de ces réflexions pour écrire le premier projet associatif du PF 67. Il est le fruit d'une élaboration collective et intense dont nous sommes fières et nous tenons encore une fois à remercier chacune des personnes qui s'y sont impliquées pour leur contribution.

En 2019 a eu lieu également le congrès national de notre mouvement, à Niort et l'AD67 y était représentée par trois déléguées. Nous avons lors de cet événement réaffirmé les valeurs du Planning Familial, ainsi que ses luttes. Les orientations pour les trois ans à venir ont également été votées. Nous pouvons retenir notamment le maintien du terme « laïcité » dans notre Charte ainsi que la revendication d'appartenir à un féminisme universaliste qui s'articule avec le cadre d'analyse de l'intersectionnalité.

Le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'avortement, et de manière plus générale la lutte pour tous les droits sexuels et reproductifs, l'égalité des genres et des personnes, la lutte contre les discriminations de genre et d'orientation sexuelle, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités sont les fondements de notre travail au quotidien. Que ce soit lors des permanences d'accueil dans nos locaux, auprès des jeunes dans les établissements scolaires ou spécialisés, lors d'événements ou de manifestations diverses et variées dans la ville, ou avec nos partenaires associatifs ou institutionnels, ce sont ces valeurs qui nous portent dans les actions que nous menons chaque jour. Ces actions ne seraient rien sans l'appui constant de nos financeurs de longue date comme des plus récents, à l'écoute des évolutions de nos besoins et à nos côtés lorsque de nouveaux projets voient le jour. Cependant, notre équilibre financier reste fragile et les incertitudes économiques et politiques nous incitent à limiter et/ou repousser nos nouveaux projets – voire à renoncer malheureusement à certains d'entre eux, afin de garantir le maintien des actions indispensables à nos publics et qui s'avèrent encore et toujours d'actualité.

Le travail effectué au Planning nécessite disponibilité, bienveillance, écoute sans jugement, connaissances et expériences diverses et variées sur l'accès aux droits sexuels et la lutte contre toutes les formes de violences. Il requiert également connaissance des réseaux locaux, nationaux et internationaux (dans le cas des IVG ou des mariages forcés notamment) pour orienter, informer, soutenir et aider les personnes accueillies.

Pour permettre un accueil d'une telle qualité, les salariées et les bénévoles ont besoin de se former régulièrement, de confronter leur vécu professionnel au regard d'autrui, d'échanger sur leurs diverses pratiques. L'échelon régional de notre mouvement - qui

reste à construire - et le niveau national nous permettent de mener ces échanges avec les autres associations départementales et de nous enrichir mutuellement. La formation professionnelle continue est un autre levier pour renforcer les compétences des personnes exerçant au Planning et leur permettre de rester au plus près des réalités de terrain, ainsi que des évolutions sociétales et des réflexions indispensables qu'elles véhiculent.

Cette année encore, le rapport d'activité nous montre combien les missions du Planning Familial restent nécessaires. La diversité et la transversalité de nos actions nous permettent d'atteindre un public de plus en plus large et nombreux, alors que la fréquentation de nos locaux ne décline pas et que les sollicitations pour les animations scolaires, les interventions dans le champ du handicap et autres actions plus ou moins spécifiques se font de plus en plus nombreuses. Nous devons rester attentives à ne pas nous épuiser face à toutes ces demandes et apprendre à en refuser parfois, à contrecœur bien sûr mais dans le but de préserver nos moyens humains.

Et si de nouvelles actions innovantes voient le jour, telles que le Brunch des parents, nos missions premières ne sont malheureusement pas encore dépassées. Les questions relatives à l'accès à la contraception, à l'IVG et à la lutte contre les violences faites aux femmes sont les sujets majeurs abordés par notre public et leur raison principale de prise de contact avec notre association. Nous devons donc poursuivre ces missions essentielles et continuer à développer des stratégies pour permettre l'accès à l'information au plus grand nombre, et ainsi une réaffirmation de leurs droits.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la construction, à l'évolution et à la réalisation des missions du Planning en faveur des femmes et de leurs droits. Nous gardons espoir qu'un jour notre travail soit obsolète et, en attendant, nous poursuivons, ensemble, les luttes féministes.

Rapport d'activité

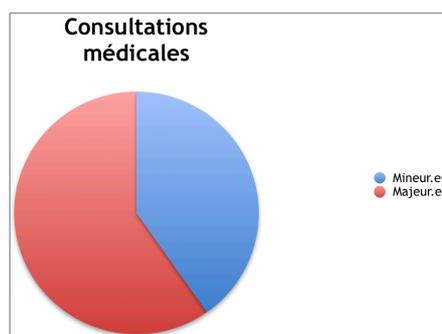
Depuis plus de 60 ans, le Planning Familial milite pour l'égalité femmes/hommes et pour que chaque personne puisse vivre une sexualité épanouie, à l'abri des violences, des grossesses non prévues et des Infections Sexuellement Transmissibles (IST). L'association défend le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'avortement. Elle lutte contre les violences et les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle. Ainsi, égalité, émancipation et liberté sont les valeurs centrales du projet de société du Planning Familial.

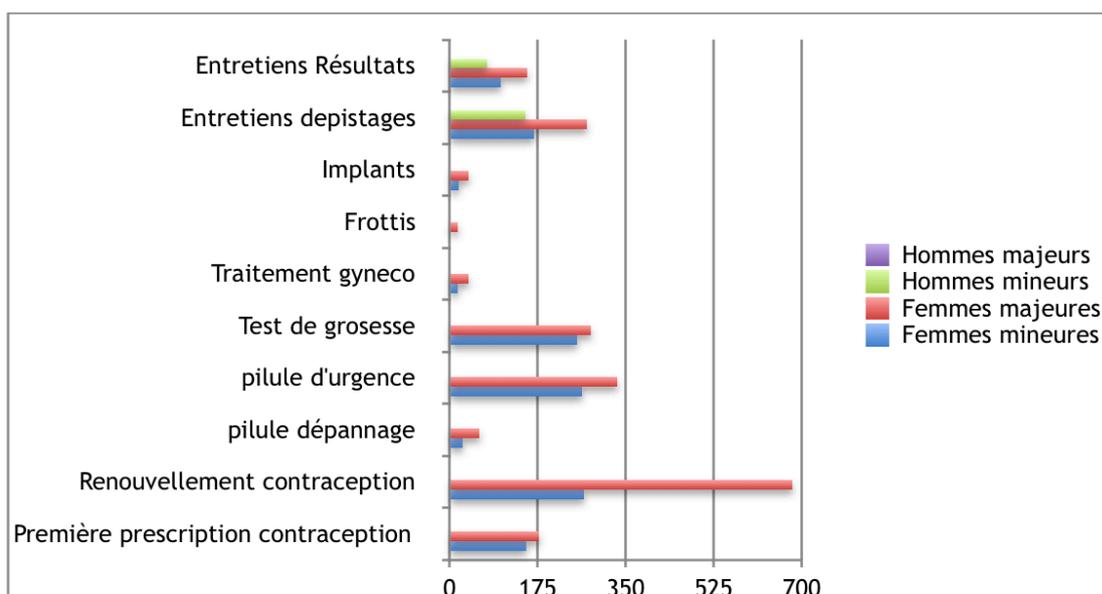
Installé à Strasbourg et Bischheim, le Planning Familial 67 organise ses activités en fonction des responsabilités et missions attachées à son établissement d'information, de consultation et de conseil familial ainsi qu'à son centre de planification ou d'éducation familiale.

I. LES ACTIVITES DU CENTRE DE PLANIFICATION ET D'EDUCATION FAMILIALE

Les centres de planification de Strasbourg et Bischheim offrent aux personnes accueillies des informations et consultations sur la contraception, la grossesse, l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) et les IST. A l'occasion de ces consultations, les médecins et sages-femmes qui composent l'équipe du centre de planification effectuent de façon systématique un dépistage des situations de violences récentes ou anciennes, accompagnent aussi les personnes (mineur-e-s et jeunes adultes) dans leur première prescription de contraception (pilule, implant, etc...), proposent des examens médicaux (frottis, bilan sanguin, etc...) et procèdent à des dépistages d'IST.

En 2019, le Centre de Planification 67 (Strasbourg et Bischheim) a effectué 3535 consultations médicales dont 1416 mineur-e-s rencontré-e-s. Sur 3535 consultations, 1178 personnes ont eu un dossier médical ouvert pour la première fois. De plus, 17 consultations ont été assurées pour des adultes ayant une couverture sociale.





Les conseillères conjugales et conseillères en formation participent également aux activités du centre de planification en effectuant notamment des entretiens de renouvellement de pilule, des entretiens d'information sur les IST et la contraception ainsi qu'un accompagnement sur la question de l'IVG.

En 2019, les conseillères conjugales et conseillères en formation ont effectué 5160 entretiens dont 2057 avec des mineur-e-s.

II. LES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT D'INFORMATION, DE CONSULTATION ET DE CONSEIL FAMILIAL (EICCF/EVARS) DE STRASBOURG ET BISCHEIM

Depuis le décret du 7 mars 2018, les EICCF sont désormais appelés Espace Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS). En tant qu'EVARS, les activités et missions du Planning Familial sont d'informer et d'accompagner les personnes sur leurs droits en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle ainsi que de contribuer au renforcement de l'estime de soi et au respect de l'autre.

1. Les permanences téléphoniques

• La permanence téléphonique régionale d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG

La plateforme téléphonique régionale est soutenue par les numéros de deux Associations Départementales (AD) : Strasbourg dans le Bas-Rhin et Mulhouse dans le Haut-Rhin. Ces numéros sont communiqués par les AD dans leurs réseaux et auprès de leurs partenaires, ainsi que sur les sites et référencement google des deux associations.



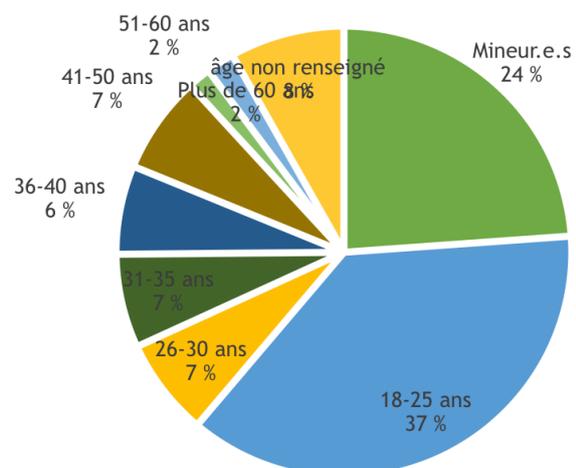
En 2019, l'AD67 a reçu 1400 appels et l'AD68 599 appels

Provenance des appels :

Les appels aux associations départementales (qui correspondent aux appels aux numéros en 03.88 ou 03.89) soulignent la diffusion et l'utilisation locale de ces numéros. Ainsi pour le 67, 97% des appels (soit 1366) proviennent du Grand Est. Plus précisément, 1331 appels proviennent du Bas-Rhin (95%), 18 du Haut-Rhin (1,3%), 8 de la Moselle (0,5%), 4 de la Meurthe et Moselle (0,3%), 2 de la Marne et 1 de la Meuse.

Répartition par tranche d'âge :

La tranche d'âge qui sollicite le plus les numéros locaux du planning (67 & 68) est celle des 18-25 ans, suivi des personnes mineures et des 25 à 30 ans. 61% des appelant-e-s sont des personnes de - de 25 ans. Il est à noter que les + de 31 ans représentent au total 20% des sollicitations téléphoniques alors même que ce public est peu fréquemment rencontré dans nos locaux. La permanence téléphonique permet donc d'élargir le public touché par nos actions.

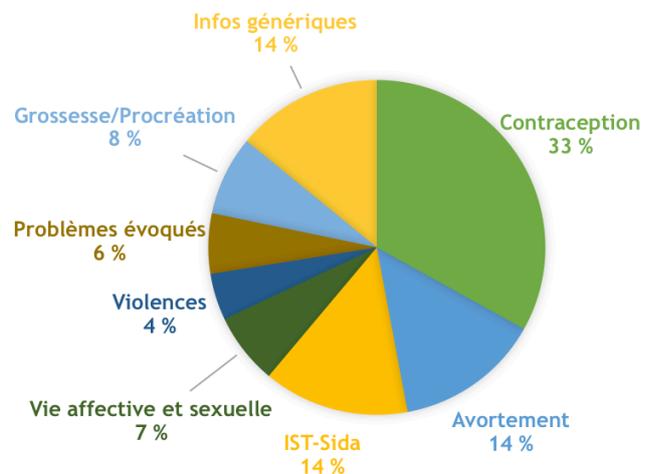


Répartition par genre :

Les femmes sont les principales utilisatrices de la permanence téléphonique du 67 & 68 : en effet, 86% des appels proviennent de femmes, 14% d'hommes. Il est à noter que les sujets des appels diffèrent également en fonction du genre. Ainsi, les hommes appellent majoritairement pour se renseigner en matière d'IST (environ 50% des appels) et de vie affective et sexuelle (environ 10%).

Répartition par thème :

Un même entretien téléphonique peut balayer plusieurs thèmes. Le travail des écoutantes permet de mettre en confiance les appelant-e-s qui peuvent alors laisser émerger d'autres problématiques à partir d'une demande initiale. **Ainsi, environ 70% des appels comportent plus d'une thématique.**

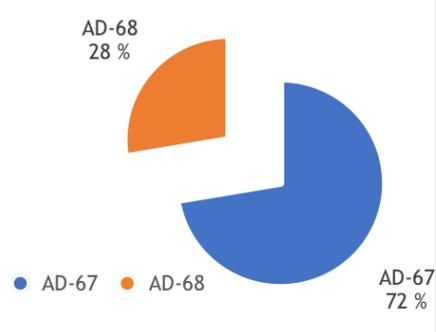


Le dispositif régional « Permanence téléphonique régionale d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG » est un dispositif stable, qui fonctionne depuis de nombreuses années et qui a été reconnu par l'obtention d'un CPOM 2018-2020. Les statistiques des appels aux numéros locaux de l'année 2019 **confirment les besoins en matière d'information, de sensibilisation et d'éducation pour la santé, ainsi que de soutien et d'accompagnement** auxquels répondent les permanences de la plateforme téléphonique. Elles soulignent également la pertinence de la formation globale des écoutantes et de leurs expériences, à même de répondre à la diversité des demandes et de soutenir l'émergence, à partir d'une demande initiale, d'autres problématiques. Par ailleurs, elles confirment la complémentarité existante entre la proposition de numéros locaux et national d'écoute et d'information sur ces thématiques.

• Le numéro vert : « Sexualités, Contraception, IVG »

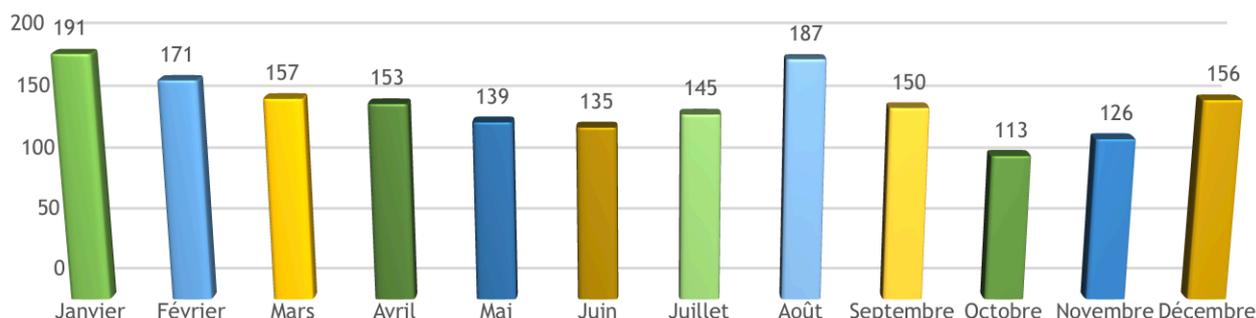
Lancé nationalement en septembre 2015, et localement (Alsace) en 2017, le Numéro vert « Sexualité, Contraception, IVG » est un numéro unique, anonyme et gratuit porté par le Planning Familial national. Il s'agit d'un outil indispensable pour réduire les inégalités et les difficultés d'accès à l'information, et permettre ainsi le plein exercice de ses droits.

La plateforme téléphonique régionale réceptionne les appels passés au **numéro vert national 0800 08 11 11**. Ce numéro est identifié sur les sites gouvernementaux comme ressource sur les questions de sexualité, de contraception et d'ivg.



Ce sont ainsi **1823 appels au numéro vert national qui ont été traités par la plateforme régionale en 2019**. Soit une moyenne de 152 appels par mois, répartis sur l'année comme suit :

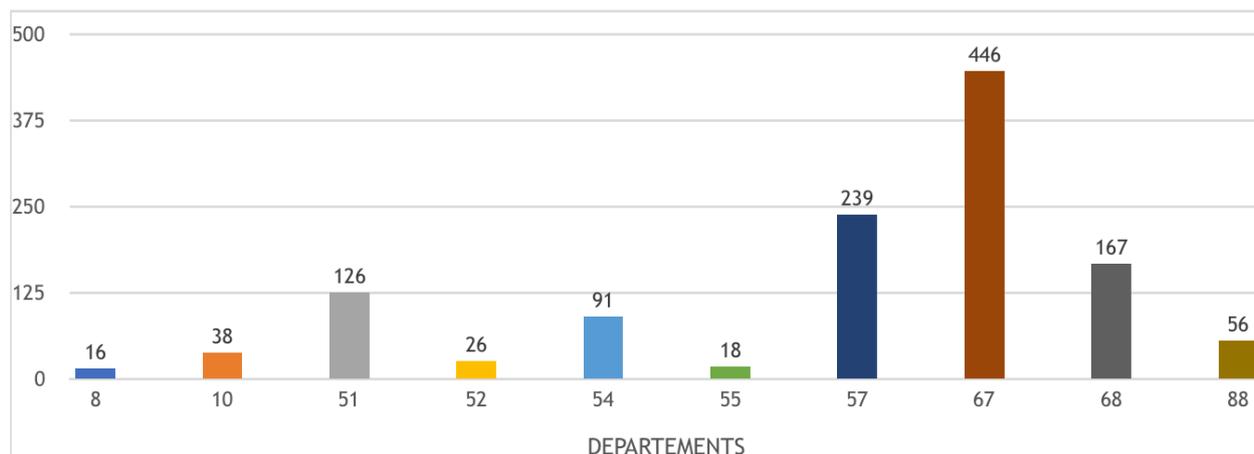
1823 appels



La répartition des appels par jour souligne **l'importance de notre ouverture hors horaires scolaires**. Les mercredi après-midi et samedi matin regroupent en effet le plus grand nombre d'appels. La recrudescence d'appels sur ces horaires nous a amenées à renforcer le nombre de répondantes.

Nationalement, **1223 appels issus du Grand-Est ont été réceptionnés sur le numéro vert, dont 808, soit 66%, traités par la plateforme régionale Grand Est.**

Répartition par département :

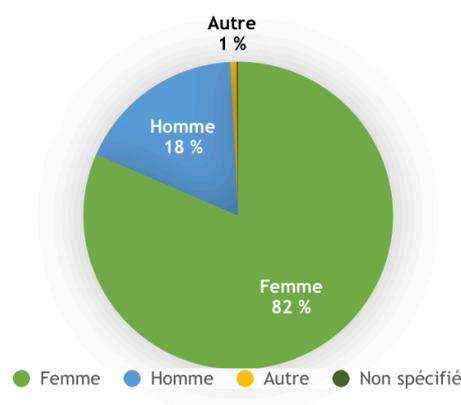


Près d'un tiers des appels au numéro vert du Grand Est sont issus du département du Bas-Rhin (**36,5%**). Le deuxième département d'origine des appels au numéro vert est la Moselle (19,5%) puis le Haut-Rhin (13,6%). **Ces chiffres soulignent la complémentarité du numéro vert avec des dispositifs déjà existants**, ainsi que potentiellement les effets des communications locales et nationales sur son emploi par le public.

Répartition par genre :

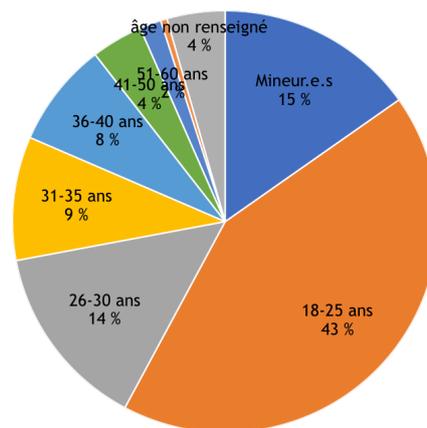
Les femmes restent les principales sollicitatrices du numéro vert, bien que des variations liées à l'âge soient constatées. Ces chiffres prennent sens au vu de la responsabilisation majoritaire des femmes en matière de contraception et d'IVG, deux des thèmes centraux du numéro vert. Ainsi, la part des appels d'hommes est de 13,4% des appels chez les mineurs, puis augmente à près de 21% de 18 à 36 ans.

Cependant, il est à noter que la part des hommes qui appellent le Numéro Vert est en nette augmentation en comparaison à 2018 (+ 5% chez les 18-36 ans).

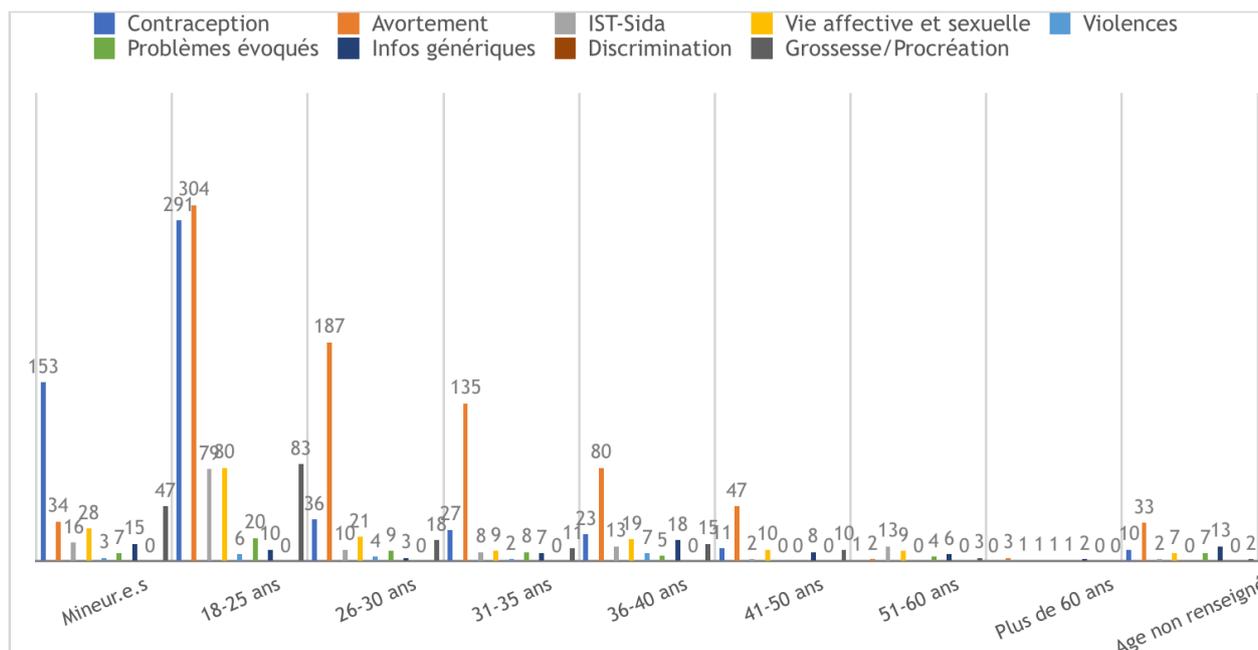


Répartition par âge :

La tranche d'âge qui sollicite le plus le numéro vert est celle des 18-25 ans, suivie à égale partie des mineures et des 26-30 ans. On observe néanmoins une grande variation dans les thèmes prépondérants des appels en fonction des tranches d'âge. On peut à nouveau souligner la qualité de la collecte de données des écoutantes, seules 4% des fiches ne comprenant pas de mention de l'âge.



Répartition par thèmes :



Mineur.e.s :

- 51% Contraception
- 11% Avortement
- 16% Ist - Sida
- 9% Vie affective et sexuelle

18-25 ans :

- 35% Contraception
- 33% Avortement
- 10% IST - Sida
- 9% Vie affective et Sexuelle
- 9% Grossesse/procréation
- 2% Violences

Chez les mineur-e-s et les 18-25 ans, le thème principal des entretiens est la contraception (information, méthodes, problème dans l'utilisation ...).

26-30 ans :

- 13% Contraception
- 65% Avortement
- 6% IST - Sida
- 7% Vie affective et sexuelle

36-40 ans :

- 13% Contraception
- 44% Avortement
- 7% IST - Sida
- 11% Vie affective et sexuelle
- 8% Grossesse/Procréation

51-60 ans :

- 34% IST - Sida
- 24% Vie affective et sexuelle
- 16% Informations génériques
- 10% Problèmes médicaux, juridiques, psychologiques

31-35 ans:

- 13% Contraception
- 65% Avortement
- 5% IST - Sida
- 4% Vie affective et sexuelle
- 4% Problèmes médicaux, juridiques, psychologiques

41-50 ans :

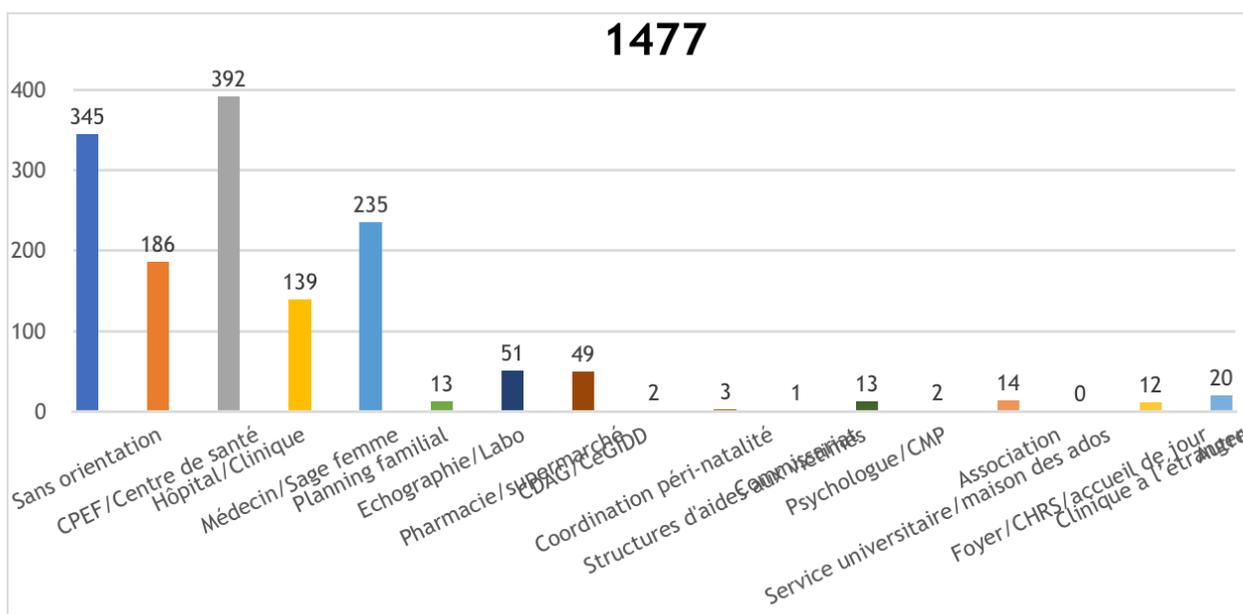
- 13% Contraception
- 54% Avortement
- 11% IST - Sida
- 11% Vie affective et sexuelle

De 25 à plus de 50 ans, le thème prépondérant des entretiens est **l'avortement**. Ces chiffres démontrent clairement la demande existante pour un accès à une information et une écoute personnalisée en matière d'IVG.

Ces statistiques soulignent le besoin de professionnel-le-s ayant une approche globale des sexualités afin de répondre à la diversité des demandes, et à leurs évolutions avec l'âge.

Ainsi, si plus de la moitié des appels de personnes mineur-e-s concernent la contraception, ces demandes vont progressivement diminuer jusqu'à ne plus représenter que 13% des demandes chez les plus de 40 ans. A l'inverse, les demandes d'informations en matière d'avortement sont minoritaires au numéro vert chez les mineur-e-s, mais deviennent le sujet de la majorité des demandes à partir de 25 ans et jusqu'au-delà de 40 ans. Le thème des IST représente 16% des demandes de mineur-e-s, en faisant leur deuxième sujet de préoccupation. Ce chiffre reste relativement stable jusque chez les personnes de + de 36 ans.

Répartition par orientation :



Le graphique des orientations de fin d'entretien, souligne la réussite de l'un de nos objectifs « permettre une orientation pertinente vers [...] le Planning Familial et ses différents partenaires ».

Ainsi, 28 % des appels se terminent sans orientation ultérieure, suite à une réponse directe à un besoin d'information. Les orientations se diversifient entre Hôpital/clinique (32 %), Planning Familial (19,2%), CPEF/centre de santé (15,2%), Médecin/Sage-femme (11,3%), Pharmacie/Supermarché (4,2%), CDAG/CEGIDD (4%) et d'autres structures pour moins de 2% des appels.

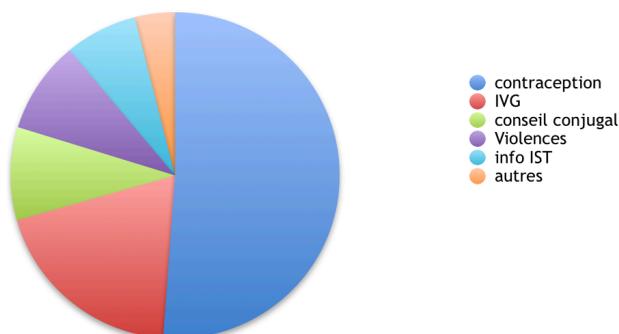
Ces orientations soulignent la capacité du numéro vert d'agir comme facilitateur d'accès aux structures et professionnel-le-s de soins existants, en soutien de l'offre de soins de chaque territoire.

2. Les permanences d'information et de conseil (EICCF/EVARs)

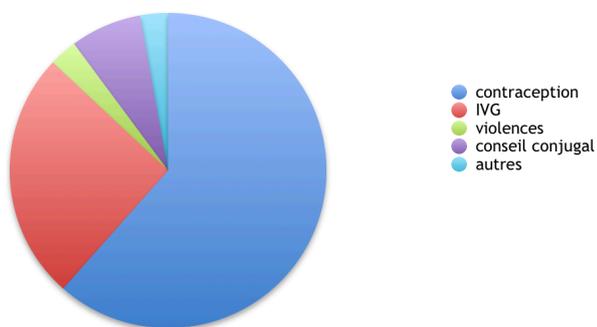
Les permanences d'information et de conseil continuent à être au cœur du travail du Planning Familial 67. Menés par les conseillères conjugales et conseillères conjugales en formation, ces entretiens s'articulent autour d'**un accompagnement des personnes dans leur vie affective, relationnelle et sexuelle**. Cette activité comprend notamment le **partage d'information tout en favorisant la parole des personnes accueillies dans la construction de leur propre choix**, en matière de contraception, d'interruption volontaire de grossesse, de violences ainsi qu'un accompagnement des situations de crise conjugale et familiale.

Les permanences sont également un espace d'**écoute et de soutien** face à des situations de violence et proposent un accompagnement et une orientation vers les groupes de paroles du Planning familial 67 et/ou autre structure.

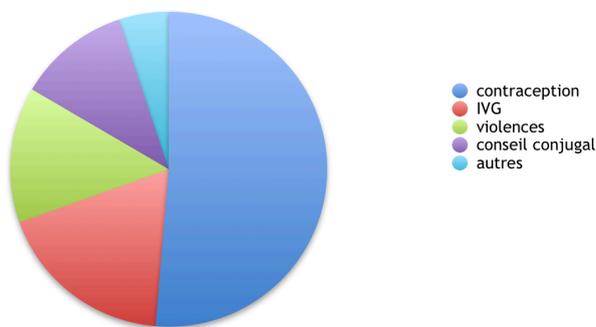
Entretiens d'Information et de Conseil



Entretiens info/conseil mineur-e-s



Entretiens info/conseil majeur-e-s



En 2019, les permanences d'information et de conseil ont accumulé :

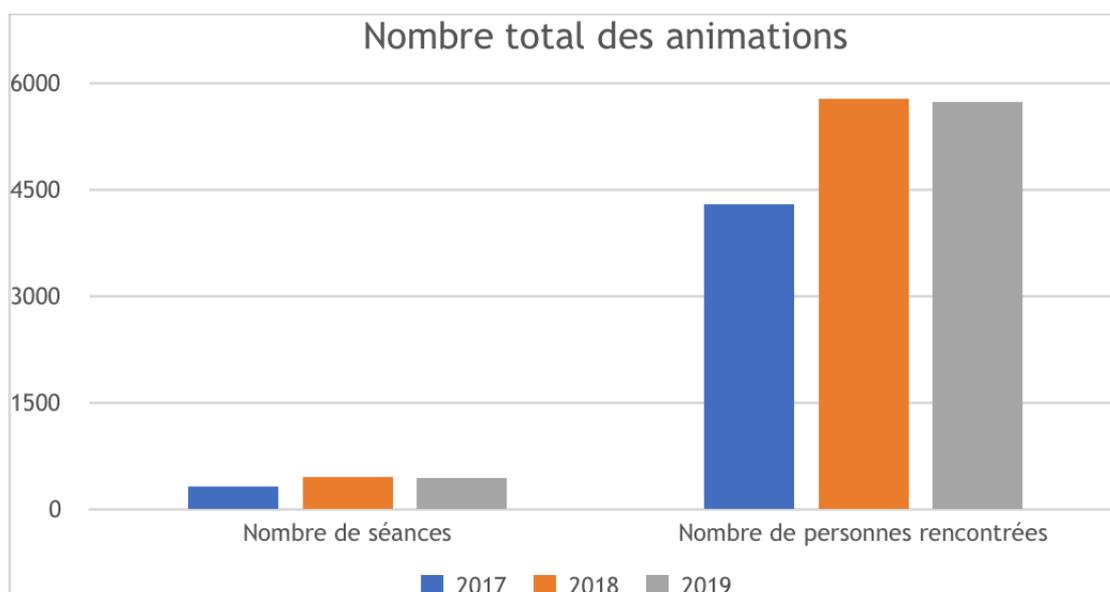
- **2358** entretiens d'information et de conseil sur la contraception
- **894** entretiens d'IVG
- **425** entretiens de conseil conjugal
- **421** entretiens violences
- **329** entretiens d'information et de conseil sur les IST
- **182** entretiens autres demandes (dont une orientation vers d'autres structures)

Soit un total de 4609 entretiens.

3. Les animations

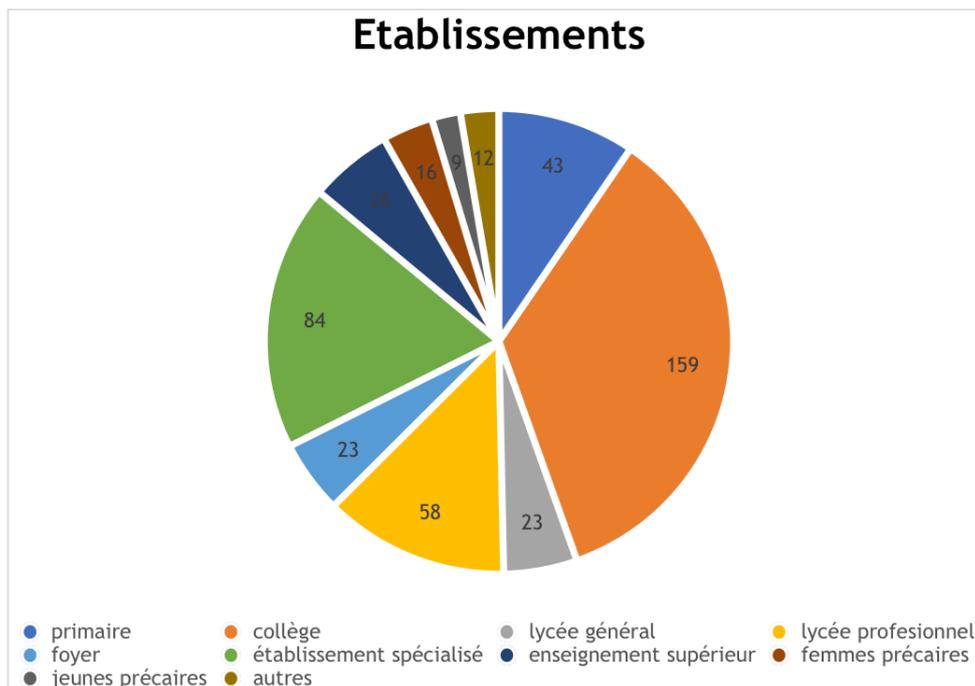
Les animations à la vie affective et sexuelle du Planning Familial de Strasbourg sont au cœur des objectifs de l'association. La majorité des jeunes fréquentant les centres de planification disent avoir été informés de l'existence du Planning 67 par une animation ou par un-e jeune en ayant déjà bénéficié. Ces animations visent à une promotion de la santé, une prévention et une réduction des risques liés à la sexualité et une appropriation des connaissances sur cette thématique par les jeunes.

Elles visent également à **promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à réduire les discriminations liées à l'identité de genre ou l'orientation sexuelle. Ce sont également des outils essentiels de sensibilisation et de prévention des violences sexistes et sexuelles.**



Ce graphique illustre la stabilisation des activités d'animation du planning familial 67 en 2019, suite à l'augmentation substantielle connue en 2018. Le nombre de séances réalisées avait alors augmenté de 29%, celui des personnes rencontrées de 25%. Ce sont ainsi près de 1000 heures d'animations qui ont été effectuées en 2019, et 5739 personnes rencontrées. Cette stabilisation fait suite au travail d'organisation réalisé en interne, et aux refus de demandes de nouvelles structures.

Etablissements touchés par les animations :



En 2019, le Planning Familial a organisé :

- 43 interventions au primaire
- 159 interventions au collège
- 23 interventions en lycée général
- 58 interventions en lycée professionnel
- 43 interventions en foyers (ASE, PJJ et de jeunes en situation de précarité)
- 84 interventions en établissements spécialisés/adaptés pour jeunes et adultes en situation de handicap
- 26 interventions dans l'enseignement supérieur et professionnel-le-s de santé et du social
- 16 interventions auprès des structures recevant des femmes en hébergement d'urgence et/ou en situation de précarité
- 12 interventions dans d'autres lieux

Publics touchés par les animations :

Enfants de 6 à 12 ans :

Convaincu de l'importance d'intervenir dès le plus jeune âge, notamment en matière d'égalité et de prévention primaire des violences sexistes et sexuelles et suivant les recommandations du Haut Conseil à l'Égalité en la matière, **le Planning Familial a poursuivi en 2019 ses actions en direction des enfants.**

Ces animations visent à apporter une information adaptée à l'âge, sur le corps (promotion de la santé), les émotions, le rapport à l'autre, l'égalité fille-garçon et les violences (prévention des maltraitances sexuelles).

La priorité donnée à ces actions en 2019, a permis la construction de nouveaux partenariats avec des écoles primaires, telles que l'école élémentaire Exen à Schiltigheim (interventions autour de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle) et l'Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD), un internat scolaire accueillant des enfants et adolescent-e-s âgé-e-s de 6 à 15 ans, où ces derniers dépendent de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et bénéficient d'une mesure judiciaire (AEMO) ou administrative (AED).

Le partenariat avec cette dernière structure, a été pour le Planning Familial 67 une collaboration riche en émotions et en expériences qui a permis un regard de plus en plus analytique et structuré sur la question de l'enfance et sur la méthodologie d'approche concernant ce public spécifique et parfois difficile.

Plusieurs séances ont été mises en place avec les enfants de l'ERPD, permettant de développer une réflexion approfondie sur la question de l'expression des émotions, de l'apprentissage du corps, des relations, etc... Cette collaboration, riche en défis, nous a aussi permis de développer des nouveaux outils et des nouvelles techniques d'animation.

Le constat d'une augmentation de la demande d'intervention auprès des enfants et l'importance que revêt pour nous un tel public, nous a amené à nous investir davantage : en juillet 2019, **deux salariées du Planning Familial 67, ont suivi une formation d'une semaine à Paris sur un programme canadien, PRODAS** (« Programme de

développement affectif et social ») qui permet de travailler les compétences psycho-affectives d'un jeune public et, en même temps, de former le personnel de l'Education Nationale. Un programme qui se fonde sur un travail auprès des enfants et des adolescent-e-s, dès l'âge de 4 ans et tout au long de leur scolarité. Cette formation permettra au Planning 67 de poursuivre de manière plus ambitieuse ses animations auprès des jeunes enfants et des professionnel-les qui les accompagnent.

Ainsi, ce sont **319 filles et 336 garçons qui ont pu bénéficier de 43 séances d'animation en 2019.**

Animations hors Communauté Urbaine de Strasbourg :

Consciente des disparités existantes entre les publics citadins et ruraux, l'équipe du Planning Familial s'est également attachée à se rendre disponible pour des structures en dehors de la CUS. Ainsi, ce sont dans 6 structures hors CUS (2 collèges, 1 lycée agricole et 3 établissements spécialisés) que les animatrices se sont rendues en 2018. **Elles y ont réalisé 38 séances, et rencontré 378 personnes (185 filles et femmes, 193 garçons et hommes).**

Animations en milieu festif :

o Festival Pelpass et Paye ton Noel Strasbourg :

Le Planning Familial 67 a construit en 2019 des actions de prévention et de sensibilisation à destination des publics du milieu festif, en partenariat avec l'équipe de réduction des risques de l'association Ithaque et les organisateurs de ces événements. Nous proposons une intervention axée autour de l'accueil du public, dans un esprit d'ouverture et de non-jugement, au contact de personnes fréquentant les milieux festifs, sur les thèmes de la vie affective et sexuelle et du consentement.

Une animation qui s'intitule « Consentément » sert de support à l'abord des questions de consentement, dans une dynamique ludique. Ces actions permettent de toucher un public hors âge scolaire et structures, et d'ouvrir des espaces de dialogue sur ces thématiques. Ce sont ainsi 168 personnes qui ont été rencontrées sur 6 soirées des festivals Pelpass et Paye ton Noel, par 6 membres de l'équipe (2 salariées et 4 bénévoles). Ces actions, dont la pertinence a été de nombreuses fois saluée par le public rencontré, pourraient s'étoffer considérablement dans les années à venir.



o **Marche des visibilités à Strasbourg :**

Pour la 18e édition de la Marche des Visibilités, nous avons à nouveau animé un stand au village des associations. De nombreuses personnes sont venues à notre rencontre pour échanger avec nous autour des thématiques du Planning Familial. La thématique du consentement a également été abordée, grâce à l'animation du « service du thé ».

Comme les années précédentes, les clitoris en pâte Fimo fabriqués par les militantes ont été très appréciés par le public : ils ont permis de démarrer de nombreuses discussions, et nombre d'entre eux ont été adoptés, contre don libre.



4. Programme : « *Handicap et Alors ?* »

Le programme :

Depuis 2011, le programme national « *Handicap et Alors ?* » promeut une approche positive de la sexualité et de la vie affective des personnes en situation de handicap mental et/ou physique, fondée sur la reconnaissance et le respect de leur autonomie sexuelle et affective. La spécificité de ce programme repose sur un travail global qui s'articule autour de 4 axes interdépendants : les personnes en situation de handicap, les familles, les professionnel-le-s et les institutions.

Les objectifs :

- **Libérer la parole** : offrir aux personnes en situation de handicap un espace de parole sur la vie affective, relationnelle et sexuelle, afin qu'elles puissent se positionner librement et de façon autonome dans leur vision de la relation à l'autre, prendre conscience qu'elles disposent de compétences et faire ainsi leurs propres choix ;
- **Favoriser l'accès au corps, à la sexualité et la vie affective** : cette acquisition de l'autonomie permettra aux personnes en situation de handicap de mieux appréhender les questions relatives à leur vie affective, relationnelle et sexuelle comme elle favorisera leur choix de relations libres et consenties tout en prévenant les situations de violences ;
- **Aider les familles, les professionnel-le-s, les institutions et leur apporter des outils concrets pour agir sur le terrain** ;
- **Agir en faveur de la santé sexuelle, de la réduction des risques sexuels, de la prévention des violences** : la réduction des risques sexuels aborde les contraceptions masculines et féminines, la contraception d'urgence, les modes de



transmissions du VIH et des autres IST et les différentes expositions aux risques selon les pratiques sexuelles ;

- **Proposer relais et personnes ressources pour ne pas se sentir isolé-e sur le terrain** : la mise en place des formations, de groupes de parole et de temps de travail spécifiques, permettant de doter les acteurs de terrain d'outils et de ressources pour répondre concrètement aux attentes et questions sur la vie affective.

« *Handicap et alors ?* » et le Planning 67 :

Le Planning Familial 67 accompagne différentes structures et établissements spécialisés autour des thématiques de vie affective et sexuelle et élabore des actions basées sur une approche globale de la personne, dans le respect de l'expérience et du vécu de chaque individu.

Pour répondre à une demande d'accompagnement toujours plus importante des institutions qui cherchent à se mettre en adéquation aux lois de 2002/2005 (qui promeuvent le respect de la vie privée et de l'intimité des personnes accueillies en institution et encouragent les institutions à œuvrer dans ce sens), les actions du Planning 67 comportent des formations de professionnel-le-s, un accueil et une sensibilisation des parents, des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle, groupes de paroles et accueil individuel des personnes en situation de handicap ou de leurs familles. En effet, la mise en application de ces actions émanent des nombreuses questions de la part des professionnel-le-s, notamment dans le domaine de la vie affective et sexuelle : quelles réponses donner, quel cadre, comment faire entre le besoin d'émancipation et celui de protection, et bien d'autres.

C'est dans ce contexte que le Planning Familial 67 intervient à Strasbourg et à Bischheim à partir des lignes directrices du programme « *Handicap et Alors ?* » et collabore ainsi avec les structures suivantes :

- **Institut Médico Educatif (IME) le Roethig de Strasbourg** : à la suite d'une formation des professionnel-le-s, accomplie à la fin de l'année 2016, le Planning Familial a instauré un véritable partenariat sur la durée avec cette structure qui accueille des enfants âgés de 6 à 14 ans, souffrant d'une déficience mentale moyenne, profonde, ou sévère. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un travail que l'équipe du Roethig porte depuis plusieurs années autour des questions de la vie intime et affective des jeunes accueilli-e-s et qui leur a permis de mobiliser un plus grand nombre de professionnel-le-s autour des questions sur la Vie Affective et Sexuelle (VAS). En 2019, nous avons rencontré 3 groupes d'enfants (âgés de 8 à 15 ans) sur 4 séances. Nous avons travaillé les questions liées à la VAS avec des photolangages, des poupons et des poupées, pour faire vivre aux enfants des situations réelles par le biais du jeu et de la mise en scène. Le jeu et la dimension ludique nous ont guidé tout au long des séances. Nous sommes intervenues en binôme et en la présence de l'infirmière ou de la psychologue de l'IME. Cette expérience a été pour nous aussi intense que formatrice vu le jeune âge du public, ce qui nous a permis d'explorer d'autres outils et pratiques. Le partenariat se poursuivra en 2020.
- **Service d'Insertion, de formation et d'apprentissage spécialisé (SIFAS) de l'AAPEI** : le Planning Familial 67 travaille depuis plusieurs années en partenariat avec le SIFAS situé à Bischheim. En 2019, nous avons animé 24 séances auprès des adolescent-e-s et jeunes adultes du SIFAS. 2 groupes ont pu bénéficier de 6 séances et 4 groupes ont bénéficié de 3 séances en non mixité à chaque fois. Les adolescent-e-s et jeunes adultes trouvent dans cet espace de parole un lieu bienveillant pour pouvoir s'exprimer librement, chacun-e avec ses moyens, pour pouvoir poser des questions sur les relations amoureuses, le corps, les relations sexuelles, les moyens pour se protéger des risques de grossesses non désirées et des maladies, pour parler du désir et du droit à devenir parent (question encore taboue pour les personnes en situation de handicap), pour parler de l'espace privé et de l'espace public, de l'intimité et de la relation à l'autre, des limites entre son corps et le corps de l'autre, du consentement, des moyens pour se protéger des violences sexistes et sexuelles, à savoir que 80% des femmes en situation de handicap sont victimes de violences sexistes et sexuelles.

- **Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile (SESSAD) de Sélestat** : en 2019, un partenariat entre le SESSAD de Sélestat et le Planning Familial a vu le jour. De ce fait, nous avons animés 4 séances auprès d'un groupe d'enfants entre 9 et 12 ans et 4 séances auprès d'un groupe d'adolescent-e-s entre 14 et 17 ans, entre le mois d'avril et de mai 2019. Les séances étaient proposées en mixité mais des ajustements ont été mis en place en fonction des demandes et des besoins des groupes (temps d'échange en individuel pour répondre à des questions « intimes » et des moments en non mixité en fonction des thématiques abordées).
- **Service d'Accompagnement de Jour et d'Hébergement (SAJH) et le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) de l'AAPEI** : à la demande de l'institution elle-même, un partenariat a pu démarrer courant 2019. En effet, des permanences en individuel ont été proposées au sein des locaux de la structure afin de rencontrer les adultes en situation de handicap accueillies au sein des différentes structures de l'AAPEI de Schiltigheim, à savoir : le SAJH et le SAVS. De janvier à juin 2019 inclus, 6 permanences (2 heures par mois) ont été proposé aux personnes volontaires de rencontrer une animatrice du Planning Familial. Lors de ces entretiens, les thématiques abordées sont vastes (information contraception/dépistage, discussion autour de la grossesse, des relations amicales et amoureuses, du consentement, etc...) et, en fonction des besoins, les personnes peuvent être orientées vers les locaux du Planning Familial directement afin de rencontrer une conseillère ou un-e professionnel-le de santé. Le partenariat sera reconduit en 2020.
- **Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) Anne Claire STAUBES de l'AAPEI** : fin 2019, un partenariat avec l'ESAT situé à Schiltigheim à vu le jour. Suite à plusieurs rencontres avec la psychologue de l'établissement, des permanences en individuels sont proposées aux travailleurs et travailleuses au sein même de l'ESAT. Le bilan de l'action est prévue en juin 2020 mais on peut d'ores et déjà constater que les permanences rencontrent un franc succès.

Suite à la réussite de ces interventions ainsi que la pérennité de nos actions et partenariats, de nombreuses personnes en situation de handicap ont été reçues en entretiens individuels par nos conseillères, lors de nos permanences au Planning Familial de Strasbourg et de Bischheim.

En 2019, nos actions dans le cadre du programme « Handicap et Alors ? » ont connu une nette augmentation. Ce sont ainsi **403 filles/femmes et 446 garçons/hommes** qui ont pu bénéficier de 84 séances : groupe de parole, temps d'échange en individuel, conseil et partage d'information sur les thématiques déjà citées plus haut.

Cependant, le constat au quotidien est clair : nous ne parvenons pas à répondre aux demandes des nombreuses structures qui nous sollicitent et devons en refuser régulièrement ; il serait donc nécessaire de renforcer l'équipe sur ces thématiques pour pouvoir répondre de façon adéquate à la demande.

5. Programme : Genre et Santé Sexuelle (GSS)

Le programme :

Genre et Santé Sexuelle (GSS) est un programme national issu de la fusion, réalisée en 2014, des programmes « Réductions des Risques Sexuels » et « Contraception, Sexualités et Vulnérabilités », développés respectivement depuis 1998 et 2004.



GENRE & SANTÉ SEXUELLE

Le programme Genre et Santé Sexuelle (GSS) est l'essence même du Planning Familial. Fondé sur l'éducation populaire, il permet d'offrir à toutes personnes des espaces collectifs pour échanger sur la sexualité au sens large : contraception, grossesses (désirées ou non désirées), IST-VIH, violences sexuelles, orientation sexuelle mais aussi envies et désirs. Encore aujourd'hui, il existe un manque d'information sur les questions que nous abordons, d'accès aux structures adaptées et un manque de préoccupation sur la santé sexuelle, notamment celle des femmes et d'accès à des espaces de parole.

Le programme vise à donner aux femmes la connaissance et la reconnaissance d'elles mêmes et légitime une sexualité féminine en dehors de la procréation. Il questionne les conditions nécessaires pour vivre une sexualité libre de toute coercition et discrimination et fournit les outils pour gérer les risques liés à la sexualité. Il est basé sur la pratique collective des groupes de paroles et le partage d'expériences pour renforcer le lien social et l'empowerment.

Les objectifs :

- Faciliter l'accès aux droits, aux services et à l'information sur la santé sexuelle ;
- Renforcer les compétences des personnes à faire des choix et à construire leur propre projet de vie ;
- Offrir des espaces d'échanges aux personnes et permettre de libérer la parole ;
- Proposer des temps de formations.

Pour ce faire, le programme Genre et Santé Sexuelle développe trois types d'actions :

- **Groupes de parole** : ouverts à tou-te-s, ils favorisent les échanges, l'appropriation de connaissances et d'informations ainsi que l'autonomie des participant-e-s ;
- **Formations de personnes ressources** : s'adressent à ceux et celles qui souhaitent agir en tant que citoyen-ne-s, relais de prévention dans leur quartier, leur famille, leur communauté ;
- **Formations de professionnel-le-s relais** : forment les travailleur-se-s (de la santé, du social, de l'éducation...) à la promotion d'une approche globale de la santé sexuelle et de genre.

« Genre et Santé Sexuelle » et le Planning 67 :

Nous organisons des groupes de paroles composés de 7 à 10 femmes qui se réunissent au minimum 3 fois. Les séances peuvent avoir lieu au sein du Planning Familial ou alors dans les établissements qui accueillent le public concerné.

À Strasbourg par exemple, nous intervenons dans diverses associations : Femmes de Paroles, le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) du Home Protestant, les Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA), l'association Plurielles, etc...

Ces rencontres sont généralement organisées avec les travailleur-se-s sociaux des établissements en question qui peuvent participer aux groupes s'ils le souhaitent. Ils sont précieux car ils pourront ensuite assurer le lien, répondre aux questions après les interventions et guider les femmes vers des personnes ressources.

La première séance est souvent une prise de contact. L'animatrice définit la santé sexuelle, décrit le projet et centralise les attentes. Le groupe crée un lien d'appartenance. C'est un lieu où l'on prend du temps pour soi mais aussi pour les autres. C'est une ouverture, un lieu de respect. Les femmes parlent de leurs souffrances, de leurs joies et de leur intimité. C'est aussi donner aux femmes les moyens de se reconnaître compétentes, d'acquérir de nouvelles capacités de partager et de mieux vivre avec les autres. Connaître son corps, parler de plaisir, de sexualité, discuter des risques sexuels, des moyens de prévention, du consentement, des discriminations, des violences au sein du couple, lutter contre l'oppression, autant de sujets abordés durant ces groupes.

Groupe de parole au quartier des mineurs de la Maison d'Arrêt de Strasbourg

Depuis 2016, des groupes de parole sont organisés à la Maison d'Arrêt de Strasbourg au quartier des mineurs où nous voyons uniquement des jeunes hommes. Les séances durent 45 minutes et les groupes sont composés de 3 ou 4 mineurs. Les discussions abordent les mêmes thématiques traitées en animation scolaire, à savoir l'éducation à la vie affective et sexuelle. L'enseignant de la maison d'arrêt est présent dans la salle, c'est obligatoire, mais n'intervient pratiquement pas.

Groupe de parole pour femmes victimes de viols ou viols par inceste

Tous les 15 jours dans les locaux du Planning Familial de Strasbourg a lieu le groupe de parole pour les femmes victimes de viols ou viols par inceste. Les séances sont animées par 2 animatrices du Planning Familial et concernent un groupe de 8 à 10 personnes. Se rajoute un atelier d'écriture une séance sur deux avec une intervenante extérieure. Les thèmes d'écriture sont choisis par les trois animatrices. Le fait de créer, de produire ensemble participe aussi à la reconstruction de la personne.

Un des objectifs de ce groupe est de réduire l'isolement des femmes agressées sexuellement en rencontrant d'autres femmes qui ont vécu les mêmes violences et ainsi de libérer leur parole. De plus, il doit permettre de retrouver l'estime de soi, de se repositionner par rapport aux violences vécues et d'avoir de nouvelles pistes et projets d'avenir.

Nos interventions ont aussi pour objectif d'amener les responsables politiques et gouvernementaux concernés à prendre des mesures pour prévenir et réprimer les délits et crimes sexuels dont ces femmes sont victimes et ainsi de réfléchir à mettre un terme à la domination d'un sexe sur l'autre et de faire évoluer les rapports entre femmes et hommes vers plus d'égalité et de respect.

Garder des contacts parfois, les soutenir, lors de procès aux Assises...tout cela montre que nous sommes dans une démarche dynamique et non pas de victimisation des femmes.

Foyer de jeunes enfants

Enfin, nous intervenons aussi dans des Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) et dans des foyers de jeunes enfants ainsi qu'au Village d'enfants SOS de Obernai. Les supports et les outils utilisés lors des séances sont différents car ils sont adaptés aux enfants et jeunes adolescent-e-s. Comme dans les autres groupes, le travail en amont avec l'éducateur-riche ou le ou la psychologue de l'établissement est indispensable.

Pour tous les groupes, un bilan est établi à la dernière séance avec tous les participant-e-s. Ce bilan permet à chacun-e de rebondir, de continuer et de revenir l'année suivante. Les participant-e-s peuvent changer d'une année à l'autre et de nouveaux groupes voient le jour.

6. Réseau mariages forcés

Le Planning Familial a été alerté début 2000 et a créé à Montpellier avec d'autres associations et institutions un réseau intitulé « jeunes filles confrontées aux violences et ruptures familiales » afin de construire des réponses adaptées en terme d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement. Il est apparu très rapidement que ce réseau devait être national : d'abord parce que d'autres Planning étaient également concernés par ces situations, ensuite pour permettre à certaines jeunes femmes de quitter leur région d'origine, par peur d'être retrouvées par leur famille qui les menace. Notre Confédération Nationale a obtenu en 2009 un financement du Fonds européen de l'intégration et du service des Droits des Femmes (qui dépend de la Cohésion Sociale) pour créer des réseaux régionaux de prévention des mariages forcés. À Strasbourg, un réseau d'associations et d'institutions qui luttent contre les violences faites aux femmes existait déjà ; il se retrouve aussi dans la commission droits des femmes et égalité de genre de la ville de Strasbourg et autour d'actions ponctuelles.

Nous continuons à sensibiliser les publics sur cette problématique dans les groupes de femmes, dans les groupes de jeunes et dans nos animations scolaires. Nous recevons encore aujourd'hui des personnes menacées de mariages forcés. Nous restons en effet un des espaces privilégiés et reconnus par les personnes elles-mêmes et par les associations. Au niveau régional, l'AD 67 et l'AD 68 continuent à travailler en réseau régional et national.



III. LES AUTRES ACTIONS DE NOTRE ASSOCIATION DEPARTEMENTALE

1. Accueil et formations des bénévoles

En 2019, une cinquantaine de personnes ont contacté le Planning Familial 67 afin de s'investir en tant que bénévoles. Les personnes intéressées ont donc été accueillies par d'autres bénévoles pour un temps d'accueil lors duquel l'histoire, l'organisation et le fonctionnement du Planning sont présentés. C'est également l'occasion de préciser les différentes formes d'implication possibles dans l'association. Les nouvelles-elles bénévoles sont invité-e-s à rejoindre le groupe Com'Action si elles-ils le souhaitent.

Des temps de co-formation ont également été proposés aux nouvelles personnes souhaitant s'investir bénévolement au sein du Planning de Strasbourg. Ces temps de co-formation ont été construits et animés par les conseillères et conseillers en formation en collaboration avec les bénévoles plus expérimentées et ont permis d'aborder certaines thématiques du Planning : la contraception, l'avortement, le genre, les IST/dépistage et les violences.



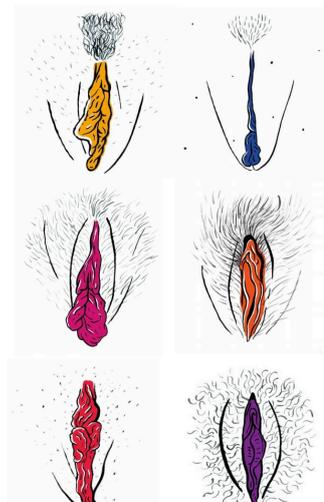
2. Le groupe Com'Action

Le groupe Com'action, créé en 2015, est composé de militant-e-s bénévoles. Ses principales missions sont de mener, en collaboration avec l'équipe de l'AD, des actions de communication et de sensibilisation aux thématiques du Planning Familial.

Il se réunit une soirée par mois. Il a rassemblé, selon les périodes, entre 3 et une dizaine de militante-s bénévoles à la fois.

En 2019, malgré une baisse du nombre de ses membres actifs — une partie de ceux-ci ayant choisi de s'investir différemment dans l'association (notamment en devenant membre du CA et du Bureau) — le groupe a mené à bien un projet ambitieux : **le projet « J'aime ma vulve »**. Ce projet est né d'un constat de l'équipe : les femmes connaissent mal l'anatomie de leur sexe, ont des complexes à son sujet et manquent de mots pour le désigner. En vue de la Journée Internationale des Droits des femmes, le 8 mars 2019, le groupe Com'action a donc réalisé et fait imprimer six stickers

#Jaime ma vulve



représentant chacun une vulve différente (100 exemplaires de chaque), ainsi qu'une affiche présentant les 6 illustrations de vulve. Dans la nuit du 7 au 8 mars, ces supports ont été affichés sur les espaces d'affichage libre de la ville de Strasbourg.

Les objectifs de cette action étaient multiples :

- démocratiser le mot « vulve » ;
- montrer la variété des types de vulves, pour lutter contre les complexes, le manque d'information et la multiplication des labiaplasties ;
- promouvoir le lancement du compte Instagram **@jaimemavulve**.

Le groupe a décidé de présenter l'ensemble de cette action (campagne d'affichage et compte Instagram) au **concours international « Projet innovant en éducation » organisé par la Chaire Unesco Santé sexuelle et Droits humains, et a eu la grande fierté de remporter le second prix, accompagné d'un montant de cinq cent euros**. Cette somme a notamment permis la réimpression à 1000 exemplaires des stickers à la fin de l'année.

3. Le Planning Familial 67, lieu d'accueil pour les stagiaires

En 2019, nous avons accueilli au sein de nos locaux **26 stagiaires venu-e-s de différents établissements** :

- 3 étudiantes infirmières de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) ;
- 10 étudiantes sages-femmes ;
- 2 étudiants de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) ;
- 3 internes en médecine générale ;
- 1 externe en médecine générale ;
- 1 étudiante en étude de genre ;
- 1 étudiante en psychologie ;
- 3 personnes en recherche d'emploi ;
- 2 bénévoles.

4. Atelier auto-gynéco

Depuis décembre 2018, des ateliers d'auto-gynécologie féministes sont proposés dans les locaux du Planning Familial de Strasbourg. Ils sont animés par des intervenantes extérieures et proposent de développer ensemble des connaissances, des outils et des pratiques autour de la santé gynécologique et sexuelle, des corps et des sexualités. Dans le respect des besoins, des vécus et de l'intimité de chacun-e, chaque atelier se déroule en mixité choisie, à savoir sans hommes cisgenres. Pour tous les corps, les identités de genre, de sexualités ou d'asexualités, les âges et les handicaps, cet espace de rencontre et d'échange, propose de co-construire une gynécologie féministe intersectionnelle et de s'autonomiser dans la santé. Alternant entre des séances pratiques, de l'auto-observation, des discussions, des arpentages et des projections, les ateliers sont organisés de manière horizontale et autogérée et ont lieu une fois par trimestre, les samedis après midi ou les vendredis soir. Les ateliers sont entièrement gratuits.

5. Le congrès à Niort

Le Congrès du Planning Familial a eu lieu du 25 au 27 octobre 2019 à Niort. L'AD 67 était représentée par trois déléguées : Marion Dubois, Jessica Fechner et Laurène Thil et avait quatre mandats pour voter. La fédération Grand Est était représentée par Isabelle Mehl, administratrice au CA confédéral.



Le Congrès trisannuel du Planning Familial est un temps de regroupement statutaire important pour sa vie associative. Depuis janvier 2019, c'est l'ensemble du mouvement qui mène une réflexion approfondie sur les orientations du mouvement pour les 3 années à venir. Elles se déclineront ensuite dans un plan stratégique qui présentera des actions concrètes visant à mettre en œuvre les décisions du Congrès, à tous les niveaux du mouvement : associations départementales, fédérations régionales, confédération.

Les missions du Congrès sont les suivantes :

- contrôler l'application des orientations par le Conseil d'administration confédéral en particulier par le vote du rapport moral ;
- définir les orientations du Mouvement pour la période 2020-2022 ;
- décider de la création de groupes de travail confédéraux pour travailler sur des thématiques particulières.

On peut retenir certains votes importants, le Planning Familial :

- garde le terme laïcité dans sa charte ;
- se revendique d'un féminisme universaliste qui s'articule avec le cadre d'analyse de l'intersectionnalité ;
- adopte dans sa communication la terminologie travailleur-euse-s du sexe quand les personnes concernées se désignent ainsi.

6. Le Planning Familial à l'International

Le Planning Familial est engagé à l'international dans une démarche de solidarité avec toutes les personnes notamment les femmes et les jeunes. Le mouvement national porte un plaidoyer local, national, européen et international pour la promotion des droits et à la santé sexuels et reproductifs comme des droits humains.

Le Planning Familial 67 soutient cette dynamique. L'Association Départemental au cours des décennies s'est engagée à l'international par exemple en travaillant avec des associations féministes marocaines. Depuis 2017, une membre de l'AD 67 est active à l'international au nom du Planning Familial et au nom de l'IPPF (l'International Planned Parenthood Federation) dont est membre l'association française.



De décembre 2018 à mai 2019, Alice Ackermann a été membre du Women 7, une coalition d'associations et d'ONG féministes et de développement ayant pour but de rendre le G7 tenu par la France plus féministe et engagé sur les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) . Au sommet du Women 7, Alice a tenu un discours sur l'importance de l'éducation à la sexualité comme outil de transformation sociale et de prévention des violences sexistes et sexuelles.



En mars 2019, la coprésidente du Planning Familial Véronique Séhier et Alice Ackermann ont représenté le mouvement au sein de la délégation française à la Commission on Status of Women à l'ONU pour promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs.

En mai 2019, Alice a participé au Conseil de Gouvernance de l'IPPF où a été voté le lancement de deux réformes fondamentales de l'IPPF : la réforme sur le système de gouvernance international et régional de l'ONG et son système d'allocation des ressources. Dans ce cadre, elle a été nommée membre du comité exécutif de l'IPPF en charge des réformes et de l'organisation de l'Assemblée Générale de l'IPPF. Dans le cadre de ce mandat, elle a participé entre autres, au meeting annuel des bailleurs de fonds de l'IPPF à Londres en juin 2019, au Regional Council de l'IPPF European Network à Tallinn en juin 2019, au Regional Executive Committee meeting de l'IPPF EN à Bruxelles en novembre 2019.

Les réformes du système de gouvernance et d'allocation de ressources ont été accueillies par consensus lors de l'historique Assemblée Générale de l'IPPF à New Delhi en novembre 2019 et adoptées par le Conseil de Gouvernance en décembre 2019.

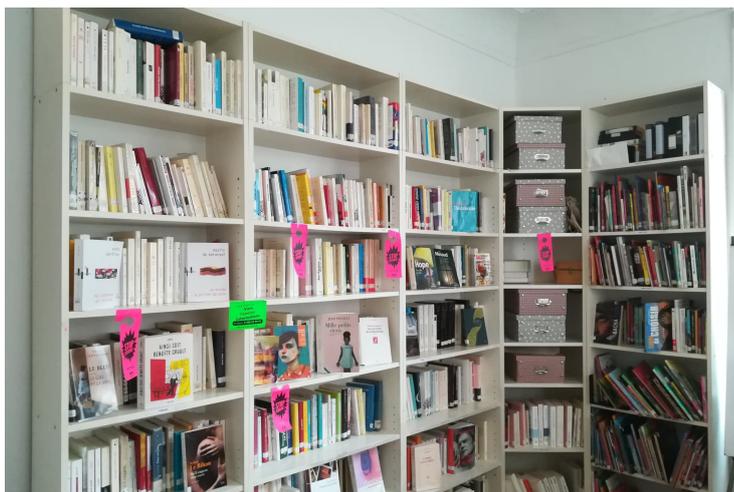
L'année 2019 a été une année de lutte pour la participation active des jeunes et la promotion d'une approche centrée sur les jeunes comme essence même de nos organisations et activités. Cette lutte a donné lieu à la rédaction et publication du Youth Manifesto de l'IPPF coconstruit par des milliers de jeunes de moins de 25 ans du monde entier. Le Youth Manifesto est un outil de plaidoyer par et pour les jeunes ayant pour objectif d'explicitier comment et pourquoi l'accès aux droits et la santé sexuels et reproductifs permettent aux jeunes de s'émanciper, s'autonomiser et de devenir des leaders de leur vie. Son crédo est : Nothing For Us Without Us. L'approche centrée sur les jeunes et le Youth Manifesto ont pu être présentés à de nombreuses occasions dont l'Assemblée Générale de l'IPPF et l'anniversaire des 50 ans de Sex Og Politikk, l'association norvégienne membre de l'IPPF.

→ <https://www.ippf.org/youthmanifesto>

→ Vidéo de promotion : <https://www.youtube.com/watch?v=SA-AJgh0Uxw&feature=youtu.be>

7. Bibliothèque - Centre de documentation

La bibliothèque du Planning Familial de Strasbourg continue à s'étoffer dans tous ses domaines : romans, documentaires sur les thématiques du mouvement, BD féministes, livres pour enfants et pour adolescent-e-s. Tou-te-s les adhérent-e-s sont les bienvenu-e-s pour emprunter des ouvrages : il vaut mieux passer un coup de fil avant de venir, au cas où il y aurait des animations sur place, qui empêcheraient l'accès aux livres. La bibliothécaire est très généralement sur place le lundi matin, pour d'éventuels conseils. Et, cerise sur le gâteau, afin de pouvoir continuer à acheter des livres et comme les étagères ne sont pas extensibles, il y a en permanence une table avec des ouvrages à donner, sans problèmes de « retour ».



Pour emprunter des livres, il suffit d'adhérer à l'association .

8. La présence du Planning Familial 67 sur internet

• Un site internet

Créé en 2013 et relancé dans une nouvelle version en 2019 (dans le cadre d'une refonte globale du site national et de ses déclinaisons locales), le site internet du Planning Familial 67 offre un accès facile à de nombreux renseignements utiles pour les personnes que nous accueillons : horaires des permanences, adresses des centres de Strasbourg et de Bischheim, numéro de téléphone, etc. Il permet également aux internautes de s'informer sur le fonctionnement de notre association et de nous soutenir via une adhésion ou un don. Le site est actuellement géré par une bénévole.

<https://www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-du-bas-rhin-67>

• Une page Facebook



Le Planning Familial 67 est également actif sur Facebook, où il gère et anime une page dédiée. Nous y publions chaque matin un contenu (article ou communiqué de presse, émission de radio, vidéo, podcast, programme de télévision en rattrapage, rapport institutionnel, pétition...) sur un thème lié à nos activités et engagements (avortement, contraception, féminisme, violences, sexualités, corps, genre...), assorti d'une introduction rédigée par nos soins. La page permet également de communiquer sur la vie et l'actualité de l'association (participation à un colloque, horaires d'été, tenue d'un stand lors d'un forum associatif, fermeture exceptionnelle...), d'informer notre public sur nos activités et d'inviter les militant-e-s qui nous soutiennent à s'engager à nos côtés (qu'il s'agisse par exemple de nous aider à organiser un événement, de se joindre à nous dans le cortège d'une manifestation ou de s'impliquer plus régulièrement en tant que bénévole). **1 154 personnes aiment notre page Facebook au 31 décembre 2019, soit une augmentation de +10% en un an (1 046 « j'aime » au 31 décembre 2018).**

www.facebook.com/LePlanningFamilial67

• Une chaîne YouTube



La chaîne YouTube du Planning Familial 67 a vu son activité baisser en 2019, avec près de 32 000 abonnés à fin décembre, soit seulement 4 200 abonnés supplémentaires en un an (contre 10 300 nouveaux abonnés gagnés à fin 2018) et un peu moins de 611 000 vues sur l'année, soit quatre fois moins qu'en 2018 (2,5 millions). Ce recul s'explique par la forte diminution du volume de visionnages de la vidéo « Comment mettre un préservatif », qui, depuis sa mise en ligne en octobre 2013, constitue chaque année l'essentiel de l'audience de la chaîne (2,1 millions de vues en 2018, soit 84% du nombre de vues de l'année) et qui n'a réalisé « que » 356 000 vues en 2019. Notons que l'activité de notre chaîne YouTube peut fortement varier d'une année sur l'autre, bien que son contenu demeure relativement identique depuis plusieurs années (aucune nouvelle vidéo postée depuis l'été 2014, à l'exception de trois vidéos en avril 2017 mais dont l'audience est demeurée confidentielle). Les raisons de ces évolutions sont donc à chercher du côté de YouTube : changement des pratiques de référencement, mise en avant ponctuelle d'un contenu, nouvelles fonctionnalités de navigation de la plate-forme, mais aussi erreurs statistiques (le service précise en effet qu'il est en train de procéder à des corrections d'erreurs de données d'usage pour certaines dates ou périodes).

La chaîne YouTube de notre association a cumulé au total près de 11 millions de vues en un peu plus de six ans d'existence (octobre 2013 – décembre 2019). Ce résultat remarquable représente à la fois une réussite incontestable et un formidable potentiel, aujourd'hui sous-exploité. C'est pourquoi il devrait nous inciter à utiliser davantage et à développer ce puissant outil de communication, particulièrement efficace pour toucher les jeunes, notre principal public.

www.youtube.com/c/LePlanningFamilial67

• Un compte Instagram



Depuis mars 2019, le Planning Familial 67 est aussi présent sur Instagram, via le compte éducatif **@jaimemavulve**. Ce compte est tenu par le groupe de bénévoles Com'action. Fin 2019, celui-ci était suivi par presque 7 000 abonnés et, début 2020, ce nombre continue de progresser quotidiennement. Le compte véhicule les valeurs du

Planning Familial (consentement, connaissance de son corps, plaisir, inclusivité, égalité des genres, prévention...) et constitue un outil d'éducation à la sexualité. Les membres du groupe Com'action interagissent avec les abonné-e-s, en majorité des jeunes femmes entre 18 et 24 ans, en répondant aux commentaires rédigés sous les publications et à des messages privés qui expriment souvent des inquiétudes personnelles. Le compte a aussi permis des échanges avec d'autres associations ou militant-e-s féministes.

Deux textes, chacun accompagné d'une illustration originale, sont publiés toutes les semaines. Ils portent sur des thèmes allant des pathologies de la vulve aux bienfaits de la masturbation, en passant par l'excision et, bien sûr, l'anatomie du sexe dit féminin. Ce contenu est entièrement documenté, rédigé et illustré par des membres de Com'action.

La publication la plus vue et partagée, une vidéo montrant l'intégralité du clitoris en relation avec la vulve, compte plus de 30 200 vues !

www.instagram.com/jaimemavulve

IV. REUNIONS, FORMATIONS & COLLOQUE

1. Nos réunions et regroupements au niveau local, régional et national

Local :

- 1 Assemblée Générale départementale ;
- 10 Conseils d'Administration de l'AD67 ;
- 2 réunions départementales ;
- 45 réunions d'équipe ;
- 8 réunions d'analyse de la pratique.

Régional :

- 1 regroupement Numéro Vert Régional à Strasbourg.

National :

- 1 congrès national ;
- 4 réunions du Conseil d'Administration confédéral ;
- 1 regroupement national « Handicap et Alors ? » & plusieurs groupe de travail national « Handicap et sexualités » ;
- 1 regroupement des référentes « Genre et Santé Sexuelle » ;
- 1 regroupement Numéro Vert à Paris.

Nous participons également à la vie internationale du Planning.

2. Notre participation aux formations organisées par la Confédération Nationale

- Janvier et Septembre 2019 : Formation « Handicap et Alors ? » à Paris.

3. Se former en continu : notre participation à des formations & colloques

Sur le territoire au niveau local :

- Janvier 2019 : Formation avec Support Transgenre Strasbourg (STS) dans les locaux du Planning Familial 67 et une formation TROD en partenariat avec le COREVIH à Haguenau ;
- Février 2019 : Conférence sur le suicide avec SOS Amitié et initiation à la sophrologie dans les locaux du Planning Familial 67 ;
- Août 2019 : Stage d'observation à la Maison des Femmes de Saint Denis dans le cadre de la formation de CCF ;
- Octobre 2019 : Mois de l'égalité et de lutte contre les discriminations, en partenariat avec la ville de Strasbourg et formation « Stop aux violences Sexuelles » ;
- Novembre 2019 : Colloque « les auteurs de violences » à l'Université de Strasbourg et participation au colloque « Lutte contre les violences faites aux femmes : échecs, victoires et rêves » organisé par la Commission droits des femmes et égalité de genre de la Ville de Strasbourg.

Participation à plusieurs formations à la maison des associations, organisées par Le Mouvement Associatif Grand Est :

- Juin 2019 : « la responsabilité de l'association et des dirigeants » ;
- Septembre 2019 : « employer des salarié.es dans une association » et « la comptabilité associative » ;
- Octobre 2019 : « mobiliser, accueillir et fidéliser les bénévoles autour d'un projet associatif » et « le fonctionnement d'une association » ;
- Novembre 2019 : « construire et renouveler le projet de son association » ;

Sur le territoire au niveau national :

- Mai 2019 : « Recueillir la parole des femmes victimes de violences sexuelles », CFCV à Paris ;
- Juillet 2019 : Formation au programme PRODAS à Paris ;
- Novembre 2019 : Congrès de l'ANCIC.

4. Former les autres : formations organisées par le Planning Familial 67

A destination des bénévoles et adhérent-e-s de l'AD67 :

- Janvier 2019 : Co-formation sur l'IVG ;
- Mars 2019 : Co-formation sur le genre ;
- Avril 2019 : Co-formation sur les IST ;
- Mai 2019 : Co-formation sur les animations scolaires ;
- Novembre 2019 : Accueil des nouvelles personnes bénévoles et co-formation contraception.

A destination des professionnel-le-s et futurs professionnel-le-s dans le secteur social et de santé :

- Janvier à Avril 2019 : Formation « Handicap et Sexualités » pour les professionnel-le-s de l'IME le Roethig à Strasbourg ;
- Janvier 2019 : Formation à IFAS de Strasbourg ;
- Mars 2019 : Formation « Prévention des violences sexuelles » à l'ESPE de Strasbourg ;
- Mai 2019 : Formation à l'IFSI de Strasbourg ;
- Juillet 2019 : Formation à la faculté de médecine de Strasbourg ;
- Septembre 2019 : Formation auprès des étudiant-e-s à la Faculté de Pharmacie de Strasbourg.

& Conférence au café info pro « Adolescence et sexualités » à la Maison des Adolescents de Strasbourg.

& Formation auprès des étudiant-e-s de l'IFCAAD de Schiltigheim et de l'ESEIS de Strasbourg.

A destination du grand public :

Novembre 2019 : Présentation du livre de Mine GUNBAY à la mairie de Schiltigheim.

Notre implication en partenariat avec d'autres associations et structures :

Mai 2019 : Stand de prévention en milieu festif dans le cadre du festival Pelpass à Strasbourg et stand CGT à Strasbourg.

Juin 2019 : Formation « Violences sexistes et sexuelles » en partenariat avec le CIDFF, le service Droits des Femmes et à l'Égalité et stand de prévention à la marche des visibilitées.

Septembre 2019 : Débat du film « *si je veux, quand je veux* » organisé par les films de la chambre noire au cinéma l'Odysée à Strasbourg.

Novembre 2019 : « Lutte contre les violences faites aux femmes : échecs, victoires et rêves », colloque organisé par la commission droits des femmes et égalité de genre de la ville de Strasbourg.

Décembre 2019 : Stand de prévention lors du festival « Paye ton Noël » à Strasbourg & plusieurs réunions dans le cadre du Grenelle des violences.

5. Participation avec d'autres structures à une réflexion suivie ou un travail régulier

- Commission « droits des femmes et égalité de genre » de la ville de Strasbourg ;
- Commission « Lutte contre les discriminations » de la ville de Strasbourg ;
- Observatoire régional de l'IVG ;
- Vidéo les Beaux Jours ;
- CIDFF ;
- Groupe Auto-Gyneco ;
- Participation aux assemblées générales des associations partenaires ;
- Participation à diverses manifestations politiques (manifestations, marches, rassemblements...).

V. NOS FINANCEURS, PARTENAIRES ET CONTACTS

1. Nos financeurs

- Le Conseil Départemental (CD) du Bas-Rhin
- Agence Régionale de Santé (ARS) du Grand Est
- Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)
- Ville de Strasbourg
- Mairies de Bischheim, Hoenheim, Schiltigheim
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Bas-Rhin
- Caisse d'Allocation Familial (CAF) du Bas-Rhin

2. Nos partenaires et contacts

- ADAPEI (Association Départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales)
- AAPEI (Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- Alsace Active & Relayance Mulhouse
- Amnesty International
- Animal'hom
- ARSEA (Association Régionale Spécialisée d'action sociale d'Education et d'Animation)
- ASTU (Actions citoyennes interculturelles)
- BIOGROUPE : laboratoire Klumpp et laboratoire de l'Esplanade
- CADA de la croix rouge et des cèdres
- Caffè Italia Off
- CEGIDD
- CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active)
- Centre d'Hébergement Flora Tristan
- Centres d'Hébergement du Home Protestant et de Femmes de Paroles
- Centre Socio-Culturel de Bischwiller

- CER Le Kreuzweg
- Château d'Angleterre
- CIDFF (Centre d'Information Droits des Femmes et des Familles)
- CIMADE
- Clair Foyer (Home Protestant)
- CODELICO (Comité Départemental de Liaison et de Coordination)
- Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV)
- Commission droits des femmes et égalité de genre et de lutte contre les discriminations de la Ville de Strasbourg
- Conseil Régional du Grand Est
- COREVIH (Coordination Régionale de lutte contre l'infection due au Virus de l'Immunodéficience Humaine)
- CROUS (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires)
- Ecole de Sages-Femmes
- ENA (Ecole Nationale d'Administration)
- EREA (Ecole régionale d'enseignement adapté)
- ESAT Anne Claire Staubes de Schiltigheim
- ESEIS (Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale)
- ESPE (Ecole supérieure du professorat et de l'éducation)
- ERPD (Ecole Régionale du Premier Degré)
- Faculté de pharmacie et de médecine
- Food Not Bombs
- Foyer de l'enfance
- Foyer Charles Frey
- Foyer Marie Madeleine
- Foyer Saint Joseph Adèle de Glaubitz
- Foyer protestant pour enfants du Neuhof
- IMP Le Roethig
- Inspection Académique du Bas-Rhin
- IFSI (Institut de Formation en Soins Infirmiers)

- IREPS (Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé)
- Ithaque (Accueil, prévention, soins en addictologie)
- JEEP (Jeunes équipes d'éducation populaire)
- La DIRECCTE
- La Nouvelle Lune
- La Station
- Le GALCE (Groupe Alsacien de Lutte Contre l'Excision)
- La Boussole
- L'Amicale Radicale des Cafés Trans de Strasbourg
- Le Refuge
- Librairie « Quai des Brumes »
- MDA (Maison des ados)
- La Maison des Femmes de Saint-Denis
- Maison du Jeune Citoyen de Bischheim
- Maison des Lycéens
- Maison des Potes
- Médecins du Monde
- Médiathèque Olympe de Gouges
- Migrations Santé Alsace
- MISHA
- Mouvement du Nid
- Observatoire régional de l'IVG
- ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville)
- Osez le féminisme 67
- Pelpass
- Pénélope
- Plurielles
- P.J.J.(Protection Judiciaire de la Jeunesse)
- PSL Alsace
- Radio JUDAICA

- Radio RBS
- Rectorat Académie de Strasbourg
- SAJH et SAVS de Schiltigheim
- Services de gynéco obstétrique : Hôpital de Hautepierre et CMCO de Schiltigheim
- SESSAD de Sélestat
- SIAO
- SIFAS (Service d'insertion, de Formation et d'Apprentissage Spécialisé)
- S.O.S. Femmes Solidarité
- S.O.S. Hépatites
- S.O.S. Homophobie
- S.S.U (Service de Santé Universitaire)
- Support Transgenre Strasbourg (STS)
- THEMIS
- Uni Cités
- Village des Enfants
- VILAJE

Rapport financier

Notes préalables

La comptabilité du Planning Familial du Bas-Rhin est vérifiée par un commissaire aux comptes. Il s'agit du cabinet Mazars, situé 1 rue des Arquebusiers à Strasbourg.

D'une durée de douze mois, notre exercice comptable est aligné sur l'année civile.

Budget global

Le Planning Familial du Bas-Rhin a géré pour l'année 2019 un budget global de 346 208,45 € (stable par rapport à 2018, en hausse de seulement +1%), dont 311 114,00 € de subventions (un montant quasi-identique à celui de l'exercice précédent). Nos principaux financeurs sont le Conseil Départemental du Bas-Rhin, l'ARS (Agence Régionale de Santé) Grand Est, la DRDFE (Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité) Grand Est, la Ville de Strasbourg et les Mairies de Bischheim, Hœnheim et Schiltigheim et, depuis l'année 2019, la CAF du Bas-Rhin (voir plus loin le paragraphe sur le T1).

Le budget de notre association se ventile entre les quatre comptes financiers suivants :

- Titre 1 (T1) : établissement d'information, de consultation et de conseil familial ;
- Titre 2 (T2) : centres de planification de Strasbourg et Bischheim ;
- Titre 3 (T3) : consultations médicales pour adultes avec tiers payant ;
- Titre 5 (T5) : temps partiel de secrétariat rattaché au centre de Bischheim.

Comme chaque année, le plus gros poste de coûts de notre association demeure, de loin, celui des charges de personnel. Il s'élève à 227 856,29 € en 2019 (66% du total annuel des charges), en progression de +4% par rapport à 2018.

Viennent ensuite les frais d'analyses médicales, dont le montant a presque doublé en 2019 (+83%), à 22 466,48 € - soit 6% du montant global des charges – du fait d'une forte augmentation des demandes de test de dépistage des IST (Infections Sexuellement Transmissibles), à cause de la fermeture de plusieurs centres de dépistage à Strasbourg.

Avec un total de 16 392,00 € en 2019 (+1% par rapport à 2018), le loyer et les charges de nos bureaux strasbourgeois représentent notre troisième plus gros poste de charges (5% de l'ensemble des coûts annuels).

Le budget global du Planning Familial 67 est déficitaire en 2019 (-4 855,50 €).

Budget du T1

En 2019, le budget du T1 s'est élevé à 142 667,46 €, en baisse de -4% par rapport à 2018, malgré le financement de nouvelles actions par la CAF du Bas-Rhin pour un montant global de 7 000,00 €, dont 4 900,00 € au titre de l'exercice 2019 : d'une part, *Le brunch des parents* - un groupe d'échange et d'information à destination des parents sur les questions d'éducation à la vie affective et sexuelle – et, d'autre part, des groupes de parole pour les parents d'enfants en situation de handicap. Cette subvention de 4 900,00 € a permis de compenser en totalité la baisse mécanique de la subvention de la DRDFE Grand Est (voir note de bas de page n°2 en page suivante), mais pas le recul de -20% de nos ressources propres (essentiellement dû à la diminution des dons et des produits divers de gestion courante).

Produits 2018 et 2019 du T1 - Planning Familial du Bas-Rhin

	2019 (en €)	2018 (en €)	Évolution (en %)
Subventions			
DRDFE Grand Est	36 964,00	41 578,00 ¹	-11,1%
ARS Grand Est (animations)	34 000,00	34 000,00	0,0%
ARS Grand Est (permanence téléphonique)	32 500,00	32 500,00	0,0%
Mairie de Strasbourg	15 000,00	15 000,00	0,0%
CAF du Bas-Rhin	4 900,00	00,00	-
Subventions diverses T1	1 000,00	2 000,00	-50,0%
Sous-total subventions	124 364,00	125 078,00	-0,6%
Ressources propres			
Formations / animations / groupe de parole	13 264,80	12 116,80	+9,5%
Adhésions, dons, produits divers, produits sur placements	5 038,66	10 761,62	-53,2%
Sous-total ressources propres	18 303,46	22 878,42	-20,0%
Total produits du T1	142 667,46	147 956,42	-3,6%

Budget du T2

Intégralement financé par le Conseil Départemental du Bas Rhin, le budget des centres de planification de Strasbourg et Bischheim a représenté 180 000,00 € en 2019, un montant stable par rapport à 2018.

¹ En raison des nouvelles modalités de financement des EICCF (Établissements d'Information, de Consultation et de Conseil Familial) mises en place fin 2018 par la DRDFE Grand Est, le montant versé par cette administration en 2018 comprend à la fois la subvention octroyée au titre de l'année 2017 et celle accordée au titre de l'année 2018, soit respectivement 27 216,00 € et 14 362,00 €. Ainsi, à compter de 2019, les subventions de la DRDFE Grand Est sont versées au titre de l'année n et non plus de l'année n-1, comme c'était le cas auparavant.

Budget du T3

Ce titre est financé par le fonctionnement de la permanence gynécologique pour les jeunes femmes détentrices de la Carte Vitale. Nous y pratiquons le tiers payant.

C'est dans ce poste que sont comptabilisés les remboursements de tests VIH (Virus de l'Immunodéficienc e Humaine), pour un total de 11 743,07 € en 2019, un montant en hausse de +42% rapport à 2018 en raison de la forte augmentation des demandes de dépistage mentionnée précédemment.

Budget du T5

Il s'agit du poste de secrétariat à temps partiel financé par les trois municipalités de Bischheim, Hœnheim et Schiltigheim, représentant conjointement 6 750,00 € de subventions en 2019 (+2% par rapport à 2018).

Comptes de résultat 2018 et 2019 du Planning Familial du Bas-Rhin

PRODUITS				
	2019 (en €)	2018 (en €)	Évolution (en €)	Évolution (en %)
Produits propres				
Formations ²	539,00	4 288,00	-3 749,00	-87,4%
Animations ²	9 795,50	300,00	+9 495,50	3165,2%
Groupe de parole RRS-CSV ³	2 930,30	7 528,80	-4 598,50	-61,1%
Adhésions	2 270,47	2 286,00	-15,53	-0,7%
Tiers payant	192,42	29,80	+162,62	+545,7%
Dons, ventes de marchandises, produits divers	2 129,94	7 847,44	-5 717,50	-72,9%
Produits sur placements	638,25	628,18	+10,07	+1,6%
Sous-total produits propres	18 495,88	22 908,22	-4 412,34	-19,3%
Subventions				
DRDFE Grand Est (T1)	36 964,00	41 578,00	-4 614,00	-11,1%
ARS Grand Est (animations) (T1)	34 000,00	34 000,00	0,00	0,0%
ARS Grand Est (permanence téléphonique) (T1)	32 500,00	32 500,00	0,00	0,0%
Mairie de Strasbourg (T1)	15 000,00	15 000,00	0,00	0,0%
CAF du Bas-Rhin (T1)	4 900,00	0,00	+4 900,00	-
Subventions diverses T1	1 000,00	2 000,00	-1 000,00	-50,0%
Conseil Départemental du Bas-Rhin (T2)	180 000,00	179 550,00	+450,00	+0,3%
Mairies de Bischheim, Hœnheim et Schiltigheim (T5)	6 750,00	6 620,00	+130,00	+2,0%
Sous-total subventions	311 114,00	311 248,00	-134,00	0,0%
Divers				
Remboursement tests VIH	11 743,07	8 260,61	3 482,46	+42,2%
Sous-total divers	11 743,07	8 260,61	3 482,46	+42,2%
Perte	4 855,50	124,99	+4 730,51	+3 784,7%
Total produits	346 208,45	342 541,82	+3 666,63	+1,1%

² La répartition des revenus entre les actions de formation et les animations a été modifiée entre les exercices 2018 et 2019.

³ RRS : Réduction des Risques Sexuels - CSV : Contraception Sexualité Vulnérabilité.

CHARGES

	2019 (en €)	2018 (en €)	Évolution (en €)	Évolution (en %)
Achats carnets d'adhésion	1 000,00	800,00	+200,00	+25,0%
Pharmacie / petit matériel médical	10 125,76	15 177,59	-5 051,83	-33,3%
Tests VIH	11 231,96	8 410,50	+2 821,46	+33,5%
Frais d'analyses médicales	22 466,48	12 303,48	+10 163,00	+82,6%
Électricité / gaz / entretien des locaux	2 512,17	3 431,94	-919,77	-26,8%
Fournitures de bureau	739,17	1 471,74	-732,57	-49,8%
Bibliothèque / documentation	1 413,45	1 568,51	-155,06	-9,9%
Loyer et charges	16 392,00	16 264,85	+127,15	+0,8%
Location matériel / maintenance	2 736,20	3 660,10	-923,90	-25,2%
Assurance	1 393,53	1 376,90	+16,63	+1,2%
Prestations de services / honoraires	13 123,60	10 087,92	+3 035,68	+30,1%
Prestation de service perm. tél. Planning Familial 68	9 131,92	9 196,07	-64,15	-0,7%
Cotisation / dons / publications / information	1 241,54	3 180,04	-1 938,50	-61,0%
Déplacements / animations / missions / réceptions	10 242,31	12 716,03	-2 473,72	-19,5%
Poste / téléphonie / internet	3 220,97	3 231,80	-10,83	-0,3%
Cotisation Confédération	10 500,00	10 667,99	-167,99	-1,6%
Charges de personnel ⁴	227 856,29	218 881,99	+8 974,30	+4,1%
Cadeaux bénévoles	0,00	150,00	-150,00	-100,0%
Frais bancaires	321,82	184,18	+137,64	+74,7%
Dotations aux amortissements	559,28	561,43	-2,15	-0,4%
Provisions salaires et primes	0,00	9 218,76	-9 218,76	-100,0%
Profit	0,00	0,00	0,00	-
Total charges	346 208,45	342 541,82	+3 666,63	+1,1%

⁴ Salaires et traitements, charges patronales, mutuelle, Médecine du travail, versement transport et formation professionnelle.